

BULLETIN DE PRESSE ESPAGNOLE

Nouvelle Série. — N° 38

SOMMAIRE

Ephémérides	2	II. — <i>La politique coloniale</i>	12
Aspect général	2	a) Les événements d'Indochine	12
		b) Le sort de l'Empire français	12
		c) La France au Liban	13
A. — ESPAGNE.			
<i>Madrid et la crise du gouvernement républicain</i>	2	C. — LA SITUATION INTERNATIONALE.	
a) Désunion des émigrés socialistes et communistes	2	I. — <i>Le traité de paix avec l'Italie</i>	13
b) Augusto Barcia	3	II. — <i>La Conférence de Moscou et le traité de paix avec l'Allemagne</i>	13
c) Don Indalecio Prieto	3	III. — <i>L'expansion soviétique</i>	14
d) Le Quai d'Orsay et les séparatistes espagnols	5	IV. — <i>Les difficultés de l'Angleterre</i>	14
e) Le général Franco et les monarchistes	5	PRESSE RÉPUBLICAINE.	
f) Les ennemis de l'Espagne	6	I. — <i>La crise du gouvernement républicain</i>	15
II. — <i>L'activité gouvernementale</i>	6	a) Les deux tendances	15
a) Défense de la gestion économique et financière du gouvernement	6	b) Les scrupules des dirigeants socialistes	15
b) L'Etat espagnol et l'Eglise	7	c) La position du P.O.U.M.	16
III. — <i>Politique étrangère</i>	8	d) M. Augusto Barcia renonce à former le gouvernement	16
a) L'Hispanité. — Conférence de l'écrivain argentin Ignacio Anzoategui	8	e) La C.N.T. explique son refus	17
b) Les relations culturelles avec l'Angleterre	8	II. — <i>Le nouveau gouvernement</i>	18
c) L'Espagne et la France	8	a) M. Llopis présente son gouvernement	18
1. — Abd-el-Krim	8	b) Le caractère du gouvernement Llopis	19
2. — Au sujet de la disparition de missionnaires en Indochine	9	c) Le parti communiste explique sa participation au gouvernement	19
3. — Les intérêts des sujets espagnols résidant en France	9	d) Le P.O.U.M. critique le nouveau gouvernement	20
4. — Le sort des ouvriers espagnols en France	9	III. — <i>Madrid devant la crise du gouvernement républicain</i>	21
5. — A propos des chroniques du <i>Monde</i> sur l'état actuel de l'Espagne	9	Madrid et les monarchistes	21
B. — FRANCE.			
I. — <i>La politique intérieure</i>	10	1. — La chasse du duc de Medinaceli	21
a) La tactique communiste	10	2. — Une Junte de Régence ?	22
b) Le problème du Ravitaillement	12	3. — Demetrio Carceller ?	22

BULLETIN DE PRESSE ESPAGNOLE

Ephémérides

1^{er} février. — M. Martinez Barrio, après le refus de M. Giral, charge M. Augusto Barcia, de la Gauche Républicaine, ancien ministre des Finances, de former le nouveau gouvernement républicain. — L'U.G.T. et la C.N.T. refusent leur concours à M. Barcia. — Réunion du Conseil Exécutif de la Gauche Républicaine.

5 février. — La Gauche Catalane et le Parti National Basque, dans une note conjointe remise à M. Barcia, refusent de participer au gouvernement devant l'abstention du parti socialiste et des organisations syndicales. M. Augusto Barcia renonce à former le gouvernement. Le Président de la République charge M. Llopis, secrétaire général de P.S.O.E., de former le nouveau gouvernement.

7 février. — A Madrid, Conseil des ministres : compte rendu du ministre des Affaires étrangères sur la situation internationale; accord sur les mesures à prendre pour défendre les intérêts des ressortissants espagnols en France auxquels on essaie d'appliquer des mesures fiscales relatives aux bénéfices illicites; désignation des directeurs généraux de la Banque d'Espagne, en vertu de la récente loi sur l'Organisation Bancaire; approbation, sur la demande du ministre de la Justice, de nombreuses propositions de grâce et de mise en liberté conditionnelle.

9 février. — A Paris, M. Llopis soumet à M. Martinez Barrio la liste du nouveau gouvernement. — Arrivée à Barajas, aéroport de Madrid, du nouveau ministre plénipotentiaire d'Irlande en Espagne, M. Belton.

11 février. — La police franquiste arrête quatorze membres de la C.N.T.
— Mort du peintre espagnol Gustavo de Maeztu.

12 février. — A Paris, sous la présidence de M. Martinez Barrio, réunion du nouveau gouvernement républicain espagnol; déclaration de M. Llopis.

— A Madrid, publication de la protestation du ministère des Affaires étrangères contre l'autorisation donnée par la France au chef riffain Abd-el-Krim, relégué à La Réunion, d'établir sa résidence sur la côte d'Azur.

14 février. — A Madrid, Conseil des Ministres.

— Une légère explosion a lieu dans les bâtiments occupés par l'ambassade d'Argentine.

ASPECT GENERAL

L'ironie des articles relatifs à la récente crise du gouvernement républicain ne parvient pas à dissimuler l'inquiétude que provoque à Madrid la nouvelle orientation de ce gouvernement.

Devant le danger d'un rapprochement des monar-

chistes et des républicains pour une lutte commune contre le régime, la propagande, se dé tournant pour un temps de ses ennemis habituels, les communistes, dirige ses attaques contre les socialistes et leurs leaders.

L'unique indice des tentatives faites par le gouvernement Franco lui-même pour arriver à une entente avec le Prétendant, est la permission donnée aux journaux de publier des photographies de la famille royale.

Une série d'articles, émanant de la Présidence du Conseil, dément les bruits d'un prochain remaniement ministériel qui se serait effectué aux dépens de l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce. Ces articles défendent, en effet, la gestion de ce ministre et rendent responsables de la crise économique les milieux financiers et libéraux de l'Espagne.

Le chapitre de la situation internationale n'est guère varié. Il s'agit toujours de la tactique du parti communiste et du double jeu de ses représentants dans tous les gouvernements auxquels ils participent; du danger de l'expansion soviétique et de la nécessité d'un raidissement de l'opinion vis-à-vis de la politique de l'U.R.S.S.

Nous signalerons, cependant, une longue chronique du correspondant à Zurich du journal *Madrid* sur les avantages offerts par l'établissement de rapports commerciaux avec la Russie.

Quant aux difficultés économiques de la France et de l'Angleterre, elles sont toujours exploitées à l'usage interne. Néanmoins, les troubles auxquels ces deux puissances doivent faire face dans leurs colonies ne laissent pas Madrid indifférent, les revendications des peuples orientaux lui rappelant, sans doute, l'agitation récente de son Protectorat du Maroc. A cet égard, la chronique écrite du Liban par l'envoyé spéciale de *Ya* est significative.

Sous la rubrique « Presse Républicaine », nous avons rassemblé les articles qui pouvaient le mieux éclairer sur la nature du problème qui s'est posé aux différents groupes républicains. Il s'est agi d'adopter une politique qui, tout en acceptant les risques d'une entente jugée nécessaire avec des forces antifranquistes non démocrates, ne compromît pas irrémédiablement les chances du rétablissement de la République en Espagne.

A. — ESPAGNE

I. — MADRID ET LA CRISE DU GOUVERNEMENT REPUBLICAIN

a) Désunion des émigrés socialistes et communistes

L'hebdomadaire phalangiste continue de montrer la désunion des différents groupes républicains exilés en opposant les articles de leurs journaux respectifs. Il choisit, naturellement, les articles socialistes attaquant les communistes. Le 1/2 ce journal

publie un long article, sous le titre : « *Les exilés espagnols se sont désagrégés. Les socialistes crèvent aux communistes : « Vils laquais! ». Les communistes aux socialistes : « Capitulars ». Les anarchistes à tous : « Goinfres! » :*

...Mais ce qui concerne la crise est secondaire. L'important c'est de faire connaître à nos lecteurs, avec documents à l'appui, quelle est la situation authentique des groupes d'exilés, parce que cette situation met à découvert toute la comédie tragique et grotesque de ces groupes qui, dans l'exil amer, ne vivent pas précisément dans l'amour et la bonne entente que l'identité de leurs déceptions et de leurs désirs exigerait.

Il y a trois grands groupes : le groupe socialiste, le groupe communiste et le groupe anarchiste... La lutte la plus féroce est menée entre les socialistes et les communistes. La position psychologique des anarchistes est olympiquement dédaigneuse... Choisissons un dard empoisonné des socialistes contre les communistes. C'est un article intitulé : « Les monolithes se désagrègent »... « La désunion des communistes espagnols émigrés en Russie est édifiante. Le livre de l'ancien communiste Miralles « *Jusqu'où va la Russie* » en est une preuve, qui raconte la vie et la mort des communistes espagnols en Russie.

...Vous vous souvenez de Jesus Hernandez, ministre communiste de l'Instruction publique avec Largo Caballero, et, ensuite, commissaire général des armées républicaines du Centre ?... Au Mexique où il fut envoyé de Moscou, par Staline, pour préparer l'invasion communiste dans toute l'Amérique espagnole et diriger l'action du parti en exil, il s'est séparé des leaders du Bureau Central, et est devenu le chef d'un groupe qui, pour exprimer son « néo-communisme péninsulaire », a édité une revue, *Horizons*, consacrée à la propagande et à la polémique politiques...

« Quand Jesus Hernandez voulut sonder les causes du désordre du groupe dirigeant du parti communiste en France, on lui jeta à la tête la Pasionaria en l'accusant « d'infâmes manœuvres contre l'unité sacrée ». Et Jesus Hernandez sortit du Parti où il avait agi comme un des dirigeants les plus marquants. Mais l'ex-ministre communiste ne se résigna pas à être la victime expiatoire du Groupe Pasionaria, il se lança dans la mêlée et écrivit sur la Pasionaria dans *Horizons* des choses que nous n'osons pas reproduire...

De leur côté, les communistes ne cessent d'attaquer les masses socialistes, en découvrant les prétendues trahisons de leurs dirigeants. L'attaque principale est dirigée contre Indalecio Prieto. Nous en donnons un exemple avec l'article, écrit dans *Mundo Obrero*, sous le titre « Position claire », par Mije, membre important du bureau politique communiste...

Les socialistes « prietistes », — car il y a un groupe dissident qui a pactisé avec les communistes et qui est formé par Negrin, Alvarez del Vayo et Lamonedá — ne se donnent pas pour vaincus et répondent aux accusations communistes dans *El Socialista*...

Face à cette mêlée, les anarchistes adoptent une posture de mépris souverain... Ils disent ce qui leur plaît, même si c'est quelque chose de terrible...

Voici les documents de cette crise. Nous avons préféré les laisser parler. Martínez Barrio peut continuer ses consultations. Il peut confier la charge de former un « gouvernement plus uni ». Nous pouvons déjà prévoir le résultat. Il n'y a pas seulement une crise de gouvernement. Il y a une désagrégation beaucoup plus profonde et plus grave que celle du mois de mars 1939 quand le colonel Casado alluma la mèche, dans les caves « capitulatoires » du ministère des Finances. (*El Español*, 1/2).

b) Augusto Barcia

Arriba (5/2) craignant que M. Augusto Barcia, de la Gauche Républicaine, ne parvienne à former le gouvernement, en donne une biographie qui prétend être humoristique. En voici les premières lignes :

Augusto Barcia Trelles est l'un des hommes les plus comiques de la défunte République. Ses manières, ses costumes et ses discours ont laissé un agréable souvenir dans la mémoire des gens moroses. Car il suffit de se rappeler Barcia pour sourire.

c) Don Indalecio Prieto

Mais, prévoyant ensuite que le nouveau gouvernement républicain aurait une direction socialiste, le même journal s'est employé à discréditer les socialistes espagnols et à dénoncer, comme une manœuvre de M. Indalecio Prieto, leur désir de rapprochement avec les monarchistes. Sous le titre « *Don Inda I^{er} le Libérateur* », il écrit le 6/2 :

... Si dans le gouvernement Giral, il y avait des gens qui représentaient quelque chose, c'étaient les socialistes qui, en fin de compte, appartiennent à un parti qui a un rang international et qui possède — il serait vain de le nier — un certain prestige et des appuis indubitables dans le monde entier.

Mais, il est clair que les ministres qui s'intitulent socialistes, et qui ont obligé Giral à descendre du grison ne sont pas des socialistes « à l'européenne » : ce sont des socialistes « à l'espagnole ». Ce qui veut dire qu'ils ne se caractérisent pas par leur adhésion doctrinale à une politique d'émancipation du prolétariat, sous un régime de liberté, mais qu'ils s'incorporent à tout mouvement politique — qu'il soit monarchique, totalitaire, républicain-catholique, athéo-communiste — pourvu que les masses ouvrières ne se civilisent ni ne s'émancipent; car, à supposer qu'elles s'émancipent, que feraient-ils pour gagner leur vie ?

Le socialisme espagnol s'est toujours distingué pour être ce qu'on voudra, mais non pas un socialisme : il fut monarchisant et dictatorial dans les six premières années du règne d'Alphonse XIII. Largo Caballero, appelé plus tard le « Lénine espagnol », fut conseiller d'Etat du Roi et membre de l'Assemblée consultative créée par le dictateur Primo de Rivera.

A cette époque, le socialisme se solidarisant avec la Couronne, avec l'Armée, avec l'Eglise, accourut aider les institutions traditionnelles, bourgeoises, capitalistes, aristocratiques, qui exaltaient et enrichissaient les leaders du prolétariat pourvu que les leaders domptent les ouvriers et les paysans des Maisons du Peuple...

Ensuite, c'est vrai, il se fit républicain. Mais non pour établir une république humaine, sociale, progressiste. Il se fit républicain pour aider à l'établissement d'une république d'escroquerie, résultat de la conjuration universelle de toutes les forces politiques pourries du pays...

Largo Caballero... céda, en partie, le pas à Indalecio Prieto, celui-ci donna la main au vieil ancien ministre du Roi, Alcalá Zamora et il appuya le transfuge pour qu'il instaurât une République et un Sénat, avec des évêques, des ploutocrates et une Garde civile, une nombreuse Garde civile. Les masses, naturellement insoumises à un régime qui leur avait promis le Pérou, se rebellèrent en Catalogne, dans l'Aragon, l'Estramadure et l'Andalousie. Le socialisme espagnol, avec les moyens qu'on devait reprocher plus tard au nazisme, se mit à emprisonner, à déporter, à bombarder, à assassiner les travailleurs et « les citoyens libres ». Rappelons-nous

Figols, Casas Viejas, la taverne de Cornelio, à Séville... Le socialisme de style espagnol consiste à se servir de tous les régimes pour faire partie du pouvoir. Et le pouvoir, dans tous les régimes, avantage les leaders mais ne font qu'accroître la misère et l'exaspération des masses. Les masses, qu'elles se taisent ! sinon — c'est la tradition du socialisme espagnol —, on les écrase.

Quand sonna l'heure du communisme, le socialisme devint communiste. Negrin se chargea d'incorporer à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Ibériques les socialistes monarchiques, les socialistes « pré-toriens » du général Primo de Rivera, les socialistes d'Alcala Zamora, les socialistes de la République épiscopale, les socialistes de la République sacrilège et incendiaire. Et ce socialisme ductile, flexible, caméléonique, offrit à Staline tout le sang de la jeunesse espagnole et tout l'or que des générations avaient accumulé pour le léguer à la Nation...

Eh bien ! ce socialisme, qui donnait au prétendu gouvernement de la République en exil sa consistance en l'affiliant sur le plan international à un mouvement social de masses, vient de se délier, de s'émanciper d'un régime qui, né du socialisme, ayant mal vécu à cause du socialisme, devait mourir par les mains du socialisme.

A quelle nouvelle alliance, à quel nouveau crime de lèse-patrie se prépare ce socialisme à l'espagnole ? La conjonction républicano-socialiste, origine de tant de catastrophes nationales, s'étant rompue, avec quelles forces le socialisme cherche-t-il à pactiser ?

Mais cette République nomade et son cortège de momies n'est pas l'important... Ce qui est inquiétant, c'est que ce soit Indalecio Prieto, l'auteur de la « crise » de Paris et le « prietisme » éminent et entraîne des secteurs considérables de public « municipal et épais ». Indalecio Prieto, dans l'échafaudage de la farce internationale anti-espagnole, est l'auteur à la mode. Sa technique nous est bien connue. Il ourdit la trame, déchaîne le cataclysme, manie les marionnettes et, au moment de la chute de tous les protagonistes, les spectateurs plongés dans la confusion des ténèbres, le prodige s'opère ; le soleil ironique du génie audacieux et cynique de Don Indalecio se lève, qui dénoue tous les fils de l'intrigue, qui résout tous les conflits en maniant les personnages de « l'histoire » comme des pantins et les spectateurs comme des imbéciles sans remède...

C'est ainsi, par exemple, que l'exposé du drame nous est déjà connu. Indalecio Prieto veut être quelque chose comme « don Inda I^{er} le Libérateur ». Il y a déjà longtemps qu'il veut l'être... Indalecio Prieto sait attendre. Il a enterré Largo Caballero, il a vu comment Negrin et ses maîtres soviétiques se repliaient, repoussés par l'épouvante du monde. Il a assisté avec complaisance à la chute, annoncée et aidée par lui, des Chevaliers 33, sibyllins athés et clérophobes. Il y a quelques mois, Indalecio Prieto qui se préparait, se mit à fulminer contre les républicains et à anathémiser furieusement le communisme corrosif. En revanche, transformant son pharynx blasphématoire en céleste organe liturgique, il chanta des louanges dévotées à l'Eglise catholique, à ses Saints, ses Martyrs, ses Docteurs et ses Apôtres. Nous ne disons rien de ses pensées conciliantes devant les décombres sacrés du Trône qu'il a lui-même miné et démoli...

Il a commencé par déclarer qu'il était socialiste, « un socialiste de droite ». Que le groupe socialiste qui le suit et lui obéit était « socialiste de droite ». Oui, lecteur stupéfait, de droite... Si le socialisme est organisé, fondamentalement, pour abattre les droites, sur le terrain social et politique, s'il passe à la droite, il cesse d'être un socialisme... Mais s'il affirme qu'il mifite pour les droites, tout en restant socialiste, ou il trompe celles-ci, ou il trahit sa propre nature...

Mais, maintenant, à la faveur de l'attitude de Don Indalecio, un autre genre de farce hostile va être inauguré. Jusqu'à présent, on a falsifié une Constitution, un

Etat, une légitimité, des Cortès, un gouvernement. Aujourd'hui, tout ceci ayant échoué on se dispose à falsifier des hommes, des partis, des formes politiques, une société nationale, une Espagne tout entière. Ce n'est pas que la possibilité de voir don Inda I^{er} le Libérateur s'emparer de nous et nous asservir à sa volonté nous effraie. Non, Nous savons qu'il sait très bien qu'il ne peut pas aggraver cette Espagne vive, agile et héroïque du 18 Juillet. Ce qui attire don Inda, ce qui le pousse, c'est le profit, c'est la possibilité de recueillir et de tirer partie de la ferraille constituée par tous les Espagnols bons pour la démolition, pour établir, avec eux, l'apparence d'une Espagne, faite des matériaux trouvés dans les décombres, en face de l'Espagne neuve, forte, inébranlable du Resurgimiento.

(Arriba, 6/2.)

La crainte de voir le parti socialiste, et singulièrement M. Indalecio Prieto, rallier une partie de l'opinion modérée espagnole, est marquée encore par l'article que, sous sa rubrique « La Semaine Internationale » la *Hoja del Lunes* (10/12) consacre à la crise du gouvernement républicain qu'il veut considérer comme le signe de « l'effondrement » des organismes de l'exil :

Nous devons donner à la réorganisation ministérielle d'avril toute sa valeur. Cette valeur lui fut donnée par l'incorporation d'un membre du parti communiste qui était, jusqu'à présent, resté absent du gouvernement et qui apportait l'aide et la force de l'Union Soviétique, une des « nations démocratiques » à laquelle Martinez Barrio avait fait une allusion si précise dans sa lettre ouverte du 30 septembre. Le parti communiste, devenu le mentor et l'inspirateur du « ministère », repoussa toute tactique n'amenant pas au déchaînement d'une seconde guerre civile. Et pour cela, il chercha toutes les complicités intérieures et extérieures, sans discrimination d'idéologie politique, sûr que seul un triomphe favoriserait l'instauration en Espagne d'une République communiste et, avec elle, la remise de l'Espagne, position clé de la Méditerranée occidentale, à la Russie Soviétique. Dans son numéro du 31 octobre, *Mundo Obrero* s'est montré résolument partisan d'une ample concentration « pour un but précis : l'organisation, par exemple, d'un soulèvement national contre le régime de Franco et de la Phalange ». Les préparatifs furent très poussés... Il est clair que ces intentions de guerre civile n'étaient pas étrangères au gouvernement rouge... Les détails de la manœuvre furent convenus dans l'entrevue de Molotov et de Giral... La conséquence en fut la modification de la tactique de la délégation soviétique à l'O. N. U. qui retira son veto au Conseil de Sécurité... La conjuration était claire : provoquer la rupture collective des relations diplomatiques et, si possible, des échanges commerciaux avec le gouvernement espagnol ; obtenir la reconnaissance collective de Giral et laisser une nouvelle guerre civile, excitée par l'extérieur, faire le reste... Mais le plan échoua complètement : l'Angleterre et les Etats-Unis se refusèrent, d'une manière explicite, à faire un seul pas qui pût contribuer à allumer en Espagne le foyer de la guerre et ils se refusèrent, moins explicitement, mais aussi catégoriquement, à l'établissement d'un nouveau satellite de l'U. R. S. S. près des voies d'accès de la Méditerranée. Les communistes, espagnols et non espagnols, ne surent dissimuler l'aigreur de leur échec. Qu'on lise *Mundo Obrero* du 12/12/46.

Ce fut alors que commença à se découvrir une seconde manœuvre d'un caractère bien différent. Elle fut signalée par *El Socialista*, organe de Indalecio Prieto, dans son numéro du 20 décembre... Les républicains et les communistes, partisans d'une large concentration, refusaient toute formule qui ne fût pas la restauration de la République : « Ni logiquement ni juridiquement, proclamait *La Nouvelle Espagne*, du 4 janvier, on peut accepter le dilemme du plébiscite ». C'est ici qu'appa-

rait la manœuvre de Prieto : A supposer que, dans certains milieux internationaux, la formule de ce plébiscite fût préconisée, il était disposé à se mettre en avant pour rendre cette formule effective avec une autre concentration, non moins large, peut-être en exceptant les communistes qui suscitent trop de suspicion, mais qui irait de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Et c'est pour ce qu'il n'a pas hésité à retirer de la combinaison Giral les représentants socialistes et ugétistes, derrière lesquels s'en sont allés le Catalan, Santalo, et l'indéfinissable Sanchez Guerra.

En politique, il convient de ne pas perdre contact avec la réalité. Ce n'est pas, précisément, au commun des Espagnols que nous adressons ces mots. Après tout, la politique n'est jamais la résultante d'une combinaison de formules théoriques, mais la conséquence d'une série de réalités. Dans l'Espagne d'aujourd'hui, Indalecio Prieto ne représente rien de positif, sinon le souvenir spectral et sanglant de la part décisive qu'il prit dans les causes et les conséquences de la guerre civile. Entre un Prieto, un Giral et un Negrin, il n'y a que des différences de nuance ou d'opportunisme. Penser que Prieto puisse se transformer, tout à coup, en colombe de la Paix, c'est se transporter, ingénument, sur le plus haut sommet de la fantaisie et de l'erreur. Aucun Espagnol, solvable moralement, et responsable, politiquement, ne serait capable de se laisser entraîner à une complicité avec Prieto qui ne peut aspirer, dans sa manœuvre, si claire, qu'à la collaboration de quelque Sanchez Guerra... Ici, en Espagne, nous nous connaissons tous, mais, il n'est pas superflu, qu'au dehors, on commence à nous connaître, aussi, un tout petit peu.

Dans les informations relatives au gouvernement Llopiis, la presse a fait ressortir la présence d'un communiste et l'opposition du groupe dissident représenté par M. Negrin :

Paris 5. — Après quatre jours d'inutiles tentatives pour former une nouvelle combinaison rouge de l'exil, Augusto Barcia a renoncé à la charge qui lui avait été confiée et Martinez Barrio l'a confiée au socialiste Rudolfo Llopiis (Efe).

Paris 10. — Rudolfo Llopiis, socialiste de la fraction Indalecio Prieto, a formé un comité de dirigeants rouges en exil. Cette nouvelle combinaison ne compte que sept membres et elle est composée de deux socialistes, de deux républicains, d'un communiste et de deux séparatistes catalan et basque.

A peine constitué, le nouveau Comité se heurte à l'opposition de certains groupes de gauche, parmi lesquels celui de Negrin. Les mécontents accusent Martinez Barrio de s'être servi d'un procédé « inconstitutionnel ». Un certain nombre d'entre eux veulent protester parce qu'ils n'ont pas été consultés.

La désunion entre les exilés se fait chaque jour plus évidente, selon les observateurs politiques, et, même les éléments qui appuient Llopiis croient que le nouveau Comité ne durera pas longtemps.

(ABC, 11/2.)

d) Le Quai d'Orsay et les séparatistes espagnols

A propos des séparatistes espagnols, le correspondant de Madrid à Paris accuse le Quai d'Orsay de soutenir leurs revendications parce qu'une Espagne démembrée convient à la politique qu'il poursuit :

La bande Giral s'est écroulée. C'était son destin inéluctable. Je me bornerai, en tant que correspondant à Paris, de décrire les réactions des différents groupes français devant la crise. Une première observation :

c'est seulement la presse communiste qui a exprimé sa contrariété. On savait déjà que la bande Giral était la carte que jouaient Moscou et ses satellites politiques, mais il n'est pas superflu de le voir confirmer de cette manière. Les autres journaux marquent la position des partis auxquels ils appartiennent devant le problème espagnol. Les uns veulent ceci, les autres cela...

Mais je ne veux pas passer sous silence l'insistance avec laquelle l'Aube qui est l'organe officiel du M.R.P. recueille les aspirations des séparatistes émigrés... Dans son numéro du 14 décembre 1946, ce journal publie un long article signé par Jean Dannenmuller, qui préconise une Espagne brisée en mille morceaux : « Il faut compter avec la pluralité des peuples ibériques, avec les droits qu'ils ont acquis par des luttes, des sacrifices et des souffrances et, particulièrement, nos voisins, les Catalans et les Basques ». Spécialement les voisins : c'est à dire ceux qui sont de l'autre côté de la frontière. Vous vous rendez bien compte ? Derrière le Rhin, une fédération de peuples germaniques imposée par la loi du vainqueur. Derrière les Pyrénées, une fédération de peuples ibériques obtenue par l'intrigue. Et, au milieu, une France indivisible, décidée à envoyer au bagne tous les Bretons, tous les Alsaciens, tous les Basques qui osent parler de séparatisme et porter atteinte à l'unité de la Patrie. Ce n'est pas un mauvais programme pour la France.

Ce même M. Dannenmuller a rappelé, au moment de la crise du gouvernement des rouges espagnols, les prétentions des séparatistes. Comme l'Aube a un directeur politique, comme ce n'est pas une feuille où n'importe quel irresponsable peut publier ce qui lui vient en fantaisie, comme, en outre, c'est un des journaux qui accordent le plus d'attention à la politique extérieure, parce qu'il est uni au Quai d'Orsay, c'est-à-dire au ministère des Affaires étrangères, il semble difficile que les articles cités ne reflètent que l'opinion de leur auteur. Que l'on pense à l'effet que cela peut produire sur un peuple qui comme le peuple espagnol, est disposé à défendre son unité avec la même énergie que le peuple français défendrait la sienne. (Madrid, 31/1).

e) Le général Franco et les monarchistes

Sur les tentatives de rapprochement du gouvernement Franco avec les monarchistes, la presse ne dit rien ; néanmoins, après avoir publié, le 24/1, la photographie de la Première communion de l'enfant don Carlos, fils du Prétendant, qui a eu lieu dans la chapelle privée du cardinal patriarche de Lisbonne, ABC annonce, le 4/2, la nouvelle du passage à Barcelone des enfants Jaime et Cristina et, dans son numéro du 12/2, en donne une photographie prise lors de leur récent passage à Cadix.

A propos des contacts de Franco avec le Prétendant, nous donnons en page 21 une chronique intéressante du correspondant de l'agence Phebus, publiée par Adelante (12/2).

Sous le titre « Alerte, étudiants ! » le journal universitaire phalangiste Juventud lance un appel à l'union des Espagnols :

Contre les coteries et les petits groupes qui prétendent détruire notre unité ; contre ceux qui s'adaptent à cette Espagne de cumulards et de bureaucrates, contre les lâches qui n'hésitent pas à ouvrir la voie à l'ennemi, afin d'obtenir sa bienveillance...

La vérité est que peu de chose nous plaise en Espagne, mais, nous sommes capables de les aimer et de mener à bien notre tâche et notre mission, puisque la raison et la vérité sont avec nous. (Juventud, 6/2).

La crise du gouvernement portugais.

Les journaux espagnols se sont abstenus de commenter longuement le remaniement ministériel opéré par le Dr Salazar. Ils se sont bornés à affirmer, d'une seule voix, que la réorganisation du gouvernement n'avait aucune signification politique, et que l'orientation gouvernementale du pays ne subirait aucun changement. (ABC, 4/2.)

f) Les ennemis de l'Espagne

Un rédacteur de *Arriba* (5/2) répond aux doutes que certains lecteurs lui auraient exprimés quant à la nature et au danger de la franc-maçonnerie. Ce rédacteur distingue la franc-maçonnerie anglaise chrétienne et la franc-maçonnerie continentale athée, à propos de laquelle il déclare :

Quand le franc-maçonnerie vit dans des pays de confession catholique, elle se nourrit des renégats, des athées et des dissidents, parmi lesquels se trouvent, naturellement, les escrocs, les déclassés, les libertins et la pulpart des gens tarés de la société. C'est pourquoi la franc-maçonnerie de l'Espagne, pays éminemment catholique, n'est composée que de canailles...

D'autres lecteurs voudraient savoir si la franc-maçonnerie est exclusivement républicaine, ou si on la trouve également dans le camp de la Monarchie... La franc-maçonnerie est un produit libéral qui existe sous la monarchie, la république ou le socialisme... Les partis maçonniques sont, d'ordinaire, les partis libéraux, les radicaux et ceux qui se placent à gauche. En revanche, ni les socialistes, ni les communistes ne sont, en général, francs-maçons. En Angleterre, pays monarchiste, la franc-maçonnerie comprend tous les partis quoiqu'elle ait une prédilection pour le parti libéral...

En Espagne, la franc-maçonnerie a toujours été plus amie de la république que de la monarchie... Le parti maçonnique par excellence a été en Espagne le parti monarchico-libéral dont le chef est souvent le Grand Maître de la maçonnerie espagnole... La franc-maçonnerie est capitaliste et bourgeoise et elle appuie le capitalisme de tout son pouvoir... Cependant, dans la région de La Linea, et en certains points du Levant, elle enrôle de nombreux éléments prolétaires pour qu'ils influent sur les organisations ouvrières. Le communisme n'est pas franc-maçon, d'ordinaire, parce qu'il n'admet pas d'autre maître, ni d'autre pouvoir que Moscou... Mais le communisme et la franc-maçonnerie pêchent, tous les deux, dans les mêmes eaux...

Un autre lecteur ne s'explique pas la haine de la franc-maçonnerie pour l'Espagne. Il ne comprend pas que ce qui, dans d'autres pays, sert sa patrie, en Espagne, sert, au contraire, à trahir. Comment est-il possible que les francs-maçons espagnols tolèrent cette monstruosité contre la patrie ? L'explication est très simple. Celui qui a vendu sa conscience ne peut poser ses conditions, et c'est pour cela que nombreux sont ceux qui se sont séparés de la maçonnerie...

Ya (5/2) a publié un article du *Continental News Service de Londres* (24/1) sur la situation actuelle, dans les principaux Etats européens, des anciens membres des Brigades Internationales. Sous le titre : « *Les ennemis de l'Espagne à l'étranger* », le journal catholique déclare à ce propos :

...Aujourd'hui, les patriotes polonais nous révèlent qu'un grand nombre des chefs de ces lamentables Brigades Internationales occupent des postes importants dans le parti communiste et dans les gouvernements pro-soviétiques ainsi que dans les pays qui ont le mal-

heur d'être les satellites de Moscou. Il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite ni d'un thème de propagande facilement réfutable. Non l'information du *Continental News Service* est documentée et objective...

Cette information prend fin sur une observation non moins digne d'être méditée avec sérénité. « Les citoyens américains, britanniques, norvégiens et hollandais qui, il y a dix ans, s'enrôlèrent dans les brigades internationales, ne sont pas arrivés à occuper des charges importantes dans leur pays d'origine ».

Ce qui veut dire que c'est seulement en Russie et dans les nations vassales de la Russie que les anciens chefs et commissaires politiques des Brigades Internationales se sont élevés et occupent de hautes charges.

On n'apprend rien aux Espagnols à propos de la formation de ces unités de combat. Elles furent organisées par deux hommes : Georgi Dimitroff, secrétaire général du Komintern et le communiste français, André Marty. Les Espagnols ne sont pas surpris d'apprendre que le plan Dimitroff fut élaboré, dans tous ses détails, à Moscou...

D'un autre côté, personne ne doit être surpris si ceux qui vinrent lutter en Espagne dans les Brigades Internationales et qui en furent rejetés, violemment, par la force entraînant de l'Armée nationale, se retournent aujourd'hui contre leurs anciens vainqueurs et mettent en jeu toute l'influence qu'ils possèdent pour maintenir vif, dans le monde entier, le sectarisme antiespagnol.

II. — L'ACTIVITE GOUVERNEMENTALE

a) Défense de la question économique et financière du gouvernement

Les articles de « *Hispanicus* ».

L'organe de la Phalange *Arriba* a publié, les 29, 30, 31 janvier et les 1^{er} et 9 février une série d'articles signés par « *Hispanicus* », qui est le pseudonyme utilisé par le porte-parole de la Présidence du Conseil, c'est-à-dire du général Franco lui-même. Ces articles défendent la gestion économique et financière du gouvernement et attaquent les détracteurs du régime, en l'espèce les milieux bancaires et industriels, accusés de favoriser la hausse des prix et de spéculer sur la baisse de la peseta.

Hispanicus reconnaît la gravité de la situation économique résultant du déficit de la balance des comptes et de l'insuffisance de la production dont il rend responsables les régimes précédents :

Les maux dont nous souffrons ont, précisément, pour origine les cinquante ans d'abandon, au cours desquels l'idéal de nos financiers se bornait au maintien de l'équilibre budgétaire...

Si l'on avait, durant ces cinquante ans, réalisé un programme de travaux hydrauliques, nous aurions aujourd'hui une industrie florissante et un millions d'hectares de dry-farming auraient été transformés en zones d'irrigation pour des cultures qui suffiraient à notre alimentation et constitueraient une source d'exportations, donc de devises.

...Les sacrifices actuels sont la conséquence des abandons d'autrefois. Ce qui alors était facile est beaucoup plus difficile aujourd'hui. Il est paradoxal que ceux qui ne surent pas gouverner et qui gèrent notre économie d'une façon aussi désastreuse soient précisément ceux

qui critiquent, aujourd'hui, les dépenses de l'Etat et l'œuvre de cet Institut National de l'Industrie qui empêche de dormir certains et qui, précisément, est en train de multiplier notre richesse, de donner une impulsion à notre marine et, de créer de nouvelles sources de production que l'initiative particulière a eu, pendant cinquante ans, le temps de créer.

Ce n'est donc pas de dépenser qui doit nous importer mais de dépenser à bon escient. Il faut que le progrès économique soit l'inquiétude suprême de tous. Il faut *créer et produire...* (Arriba, 9/2).

On voit que le porte-parole du chef du gouvernement prend position en faveur d'une politique inflationniste et défend la gestion de l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce M. Suances, dont on prévoyait, il y a quelques semaines, la sortie du ministère.

En ce qui concerne la politique financière du gouvernement, *Hispanicus* s'emploie à rassurer l'opinion, en essayant de justifier les dépenses budgétaires et en invoquant la nécessité de l'inflation pour que les besoins de l'économie espagnole puissent être satisfaits :

On ne peut mesurer avec le même mètre les nations industrialisées à l'excès dont l'exportation est la base de l'économie et les pays qui, comme l'Espagne, offrent un champ immense à l'emploi des excédents. A l'encontre d'erreurs possibles en la matière, il faut bien préciser que la circulation, dans l'économie moderne, doit être fonction des besoins de numéraire, du progrès économique et social des nations et qu'il ne faut pas enchaîner l'économie au mythe de l'inflation. (Arriba, 29/1).

Puis *Hispanicus* s'en prend aux milieux financiers et libéraux qu'il rend responsables de la baisse de la peseta et de la hausse des prix.

C'est avec quelque raison que l'on rend responsables, de la hausse des prix, les agriculteurs et ceux qui spéculent sur les produits agricoles... Mais on oublie les plus grands responsables qui sont précisément ceux de qui viennent les critiques intéressées à troubler l'atmosphère. Tandis que l'hostilité de la société se concentre sur les premiers et qu'ils finissent par tomber dans les mailles des contrôleurs des taxes, les autres, réfugiés dans l'impunité dont jouissent les milieux libéraux et financiers, spéculent et s'enrichissent, grâce aux perturbations qu'ils ont eux-mêmes provoquées.

C'est ainsi que la Bourse espagnole offre le lamentable spectacle d'une spéculation effrénée sur les valeurs industrielles que les gens se disputent à la suite de manœuvres financières criminelles contre le crédit de notre peseta... Aujourd'hui ce sont les valeurs immobilières sur lesquelles se porte la spéculation... On émet des actions sur des terrains dont la valeur a été surestimée. Ces actions sont lancées sur le marché sous le patronage des banques... Et la fièvre de la spéculation provoque des hausses injustifiées qui entraînent les naïfs séduits par l'argument criminel selon lequel la peseta ne vaudra, bientôt, plus rien...

La spéculation des grands entraîne la ruine des petits. C'est pourquoi nous devons tous nous unir contre la voracité et la rapacité des financiers. Il y a, en Espagne, une lacune à combler. Une nouvelle loi sur les sociétés anonymes protégera l'actionnaire de bonne foi contre les abus des puissants. (Arriba, 31/1).

Dans son article du 1/2, *Hispanicus* oppose « le

régime catholique et social actuel à l'économie libérale, qui n'a pas su distribuer équitablement les bénéfices, et à la doctrine du matérialisme marxiste qui menace de détruire les principes sur lesquels se fonde l'ordre économique » :

La politique de l'économie, l'action sociale ont une si intime dépendance qu'elles ne peuvent être conçues séparément... Le mieux que nous puissions faire pour lui, c'est d'éclairer le peuple sur les vérités économiques pour former un état de conscience qui nous rendra, tous, solidaires dans la grande entreprise de la Patrie. Nous sommes convaincus que la réalisation d'un programme doit être faite sous l'empire d'une morale chrétienne, dans un Etat social et catholique tel que celui que notre Révolution a créé. (Arriba, 1/2).

Enfin, le porte-parole du gouvernement évoque les plans d'orientation politique et sociale du régime et affirme la décision de ce gouvernement de s'appuyer, encore, sur les jeunesses phalangistes :

Ces plans prévoient la lutte contre les grandes concentrations humaines qui entretiennent les vices et les dégénérescences de la pensée. Elles préconisent la multiplication des noyaux de population et l'aménagement dans les villages et les campagnes des divertissements sains de la ville...

C'est à nos jeunesses saines viriles et paysannes qu'il faut confier le soin de tenir ferme le drapeau de ces réalisations qui contiennent toute notre mission future dans le monde afin que la devise de nos Jeunesses devienne une réalité : « Pour l'Empire, avec Dieu ».

Les autres journaux, et en particulier *Ya* (4/2), organe de l'Action catholique, ont poursuivi la campagne qui encourage l'augmentation de la production et recommande l'austérité dans les dépenses.

b) L'Etat espagnol et l'Eglise

El Alcazar (10/2) a publié les longues déclarations, faites au directeur de ce journal, par le ministre de la Justice sur la réforme du Code espagnol. Le ministre a signalé l'intérêt que mérite « l'apport de l'Etat aux fins spirituelles de l'Eglise catholique ».

Les affaires qui relèvent de la juridiction administrative de la Direction Générale des Affaires Ecclésiastiques méritent un paragraphe à part, déclare le ministre, qui ajoute : « Poussées par les impératifs de notre formation et de notre foi religieuse, mais aussi, par les caractéristiques de l'Etat espagnol, nous sommes allés, sur ce terrain, aussi loin qu'il était possible. Nous disposons, pour la construction de nouvelles Eglises et de nouveaux séminaires, d'un crédit de 80 millions de pesetas. 40 millions ont été répartis l'année dernière, les 40 autres seront répartis cette année. L'Eglise a beaucoup souffert de démence rouge. Le Caudillo et son gouvernement ont toujours eu la préoccupation constante de réparer, autant qu'il était possible, les violences et les dommages qu'elle a subis, victime de la haine des matérialistes. En vertu de l'accord avec le Saint-Siège, on a inscrit dans le budget une somme de 12 millions de pesetas qui permettra de doter les petits séminaires de 83.000 pesetas et les grands de 120.000. Ces institutions émargées, autrefois, au budget pour un total de 25.000 pesetas. Le gouvernement n'oublie pas un instant les engagements qu'il a pris et qu'il respecte avec joie pour l'Eglise catholique dont la doctrine inspire l'histoire de notre peuple.

III. — POLITIQUE ETRANGERE

a) La conférence de l'écrivain argentin Ignacio Anzoategui

Arriba (31/1) reproduit, intégralement, la conférence prononcée à l'Université, sous la présidence du sous-secrétaire de l'Education nationale, par l'écrivain argentin Ignacio Anzoategui. *Arriba* déclare : « Quand l'écrivain a dit « l'Espagne, notre Europe », les auditeurs ont pensé que jamais aucun écrivain n'avait mis aussi bien le doigt sur la vieille plaie de l'Hispanité mal entendue ». « La voix amie, familière et fraternelle compensait beaucoup de déceptions et de tristesses ». De nombreuses personnalités phalangistes assistaient à la conférence. Elles furent saluées par l'écrivain qui commença ainsi sa conférence :

Excellences, chefs et camarades de la Phalange, Mesdames et Messieurs :

La Révolution française est morte. Avant de mourir, elle sentait déjà le pourri. Et c'est pour cela que certains croient qu'elle vit encore, parce qu'elle sent encore.

Elle est morte d'une mort infâme dans les alcôves parlementaires, par les mains de ses propres soldats qui revenaient des tranchées de 14. Elle laissa un veuf inconsolable — le libéralisme — dont elle avait eu une quantité de fils : la Révolution française avait des fils, même de son mari. Des fils qui organisaient encore aujourd'hui en sa mémoire des funérailles laïques, avec une puanteur de fleurs fanées, d'idées fanées.

Contre ces fils, contre ces fleurs, et contre ces idées, contre les impresarios du marché noir sentimental, nous livrons aujourd'hui la dernière bataille... Notre guerre est une guerre d'âmes, des âmes qui veulent sauver le monde contre l'âme qui veut se perdre avec le monde, de l'homme racheté contre l'homme désespéré, du rêve occidental contre le blasphème occidental...

Pendant que l'Europe frappait ses monnaies à l'effigie de l'Anti-Immaculée qu'est la Révolution française, l'Espagne définissait le dogme de l'Immaculée. Elle était tentée par le dogme le plus difficile parce qu'il était le plus poétique. Le sens espagnol du miracle exigeait que la Mère de Dieu fût sans péché...

Chaque fois que l'Espagne s'élance vers la vie, elle le fait comme si elle s'élançait vers la mort. Elle se livre à son entreprise avec un feu spirituel qui appartient à son être même. C'est pourquoi, nous, les Américains, nous sommes ce que nous sommes. Nous pouvons être des saints, nous le sommes à la manière espagnole. Nous pouvons être des pécheurs, nous le sommes à la manière espagnole.

C'est ainsi que nous a fait l'Espagne. C'est ainsi que nous sommes nés d'elle. Toujours, nous, les Américains espagnols, nous sommes restés fidèles au caractère espagnol qui est la synthèse harmonieuse des cinq sens asservis à l'âme. ...Cependant, Isabelle et Fernand morts, Carlos et les trois Philippe morts, mort aussi l'autre Carlos, la légende noire enfonce ses noirs ongles dans la chair de l'Espagne. Et l'Espagne eut honte d'être espagnole, et l'Amérique pleura sur le sort de l'Espagne. La France, l'ennemie traditionnelle de l'Europe, la France, que nous mimes en fuite dans la chasse de Roncevaux, la France, de la décadence poussiéreuse, imposait un successeur divinisé à la vieille dynastie d'Autriche. Des rois, peureusement dévots, flanqués de ministres franc-maçons, remplaçaient la guerre contre l'infidèle par la neuvaine entre les apostats, troquer

Gibraltar pour une paix bouffonne. C'est ainsi que la Cour espagnole perdit l'Espagne et, avec l'Espagne, l'Amérique... Si vous avez perdu la dynastie autrichienne, nous, nous avons perdu la Péninsule L'Amérique, qui n'a jamais été une possession espagnole, mais une position espagnole, l'Amérique, la pointe extrême de l'Empire... ne pouvait être « bourbonique » parce que les Bourbons ne pouvaient comprendre la nécessité pour laquelle l'Amérique était née et à laquelle elle voulait servir. C'est pour cela que l'Espagne de la dynastie autrichienne, c'est-à-dire l'Amérique, prit les armes contre la péninsule « bourbonique ». Notre guerre ne fut pas une guerre de secession mais une guerre de succession. Nous la fimes pour redonner à l'Espagne son ancienne personnalité...

C'est ce que pense et ce que sent la jeunesse de l'Espagne... La jeunesse, cette jeunesse qui, de l'extrémité occidentale de l'Europe jusqu'à l'extrémité australe de l'Amérique, affirme sa décision de vivre, face à un monde livré à sa destruction. Votre histoire est la nôtre, c'est celle du continent où se prolonge l'Histoire espagnole, le continent de l'Histoire Une, Grande et Libre que désirait José Antonio.

b) Les relations culturelles avec l'Angleterre

Les correspondants à Londres de *Madrid* et de *ABC* ont publié, l'un et l'autre, le 10 et le 12/2, une chronique sur la présence de l'Espagne dans les activités culturelles de l'Angleterre : expositions de peinture espagnole, concerts de musique espagnole, études et conférences, émissions radiophoniques consacrées à des écrivains de la Péninsule. Cette coïncidence répond sans doute au plan de propagande développé par le Service espagnol des Relations culturelles dépendant du ministère des Affaires Etrangères.

c) L'Espagne et la France

1. — Abd-el-Krim.

Le gouvernement espagnol a protesté contre l'autorisation donnée à Abd-El-Krim de fixer sa résidence sur la Côte d'Azur. La presse du 12/2 publie le communiqué suivant du ministère des Affaires Etrangères :

Hier, lundi, le représentant de la France à Madrid a communiqué au ministère des Affaires Etrangères que le gouvernement français « avait décidé », en raison de la santé de celui-ci, d'autoriser Abd-el-Krim à résider, avec sa famille, dans le midi de la France.

Par des notes échangées, le 10 juillet 1926, entre M. Briand et l'ambassadeur d'Espagne à Paris, les gouvernements de l'Espagne et de la France prirent des engagements formels à ce sujet. Les deux gouvernements intéressés « devaient se tenir mutuellement au courant » en ce qui concerne la personne et les biens d'Abd-El-Krim et « se mettre de nouveau d'accord dans le cas où cela deviendrait nécessaire ».

En conséquence, le Gouvernement espagnol se trouve dans la nécessité d'exposer les points suivants :

1° Le gouvernement français a pris la dite décision sans avoir fourni, au préalable, des informations sur l'état de santé d'Abd-El-Krim, malgré l'obligation qu'il avait de le faire;

2° Etant donné le défaut d'information à ce sujet, le Gouvernement espagnol ne peut juger de la convenance ou de l'inconvenance de la décision qui a été

prise unilatéralement. Toujours sensible à des motifs humanitaires, il aurait étudié cette question avec la générosité qui inspire tous ses actes, oubliant qu'il s'agit d'un chef rebelle exilé et considérant, seulement, que c'est un membre du peuple marocain auquel l'Espagne ne cesse de dispenser, en respectant ses hommes et ses institutions, une action bienfaisante;

3° Ceci étant déclaré, le Gouvernement désire faire constater expressément que le procédé suivi par le Gouvernement français ne s'ajuste pas aux engagements contractés. Personne ne peut considérer qu'une simple communication d'une décision prise peut être interprétée comme l'accomplissement de l'obligation « de se mettre de nouveau d'accord » si les circonstances l'exigent;

4° La communication française ne fait aucune allusion à la situation et à l'état de santé de certains familiers d'Abd-El-Krim, expressément cités dans les notes de 1926 et placés, en vertu de celles-ci, dans la même situation que lui. Le changement de résidence de ces personnes, sans acquiescement préalable du gouvernement espagnol constituerait, également, une infraction flagrante des engagements pris.

En conséquence, le ministère des Affaires Etrangères a fait parvenir dans la soirée même au représentant de la France sa protestation la plus énergique, estimant que l'accomplissement fidèle des obligations acceptées par le gouvernement français exigeait des conversations préalables et un accord entre les deux gouvernements intéressés.

(ABC, 12/2)

2. — Au sujet de la disparition de missionnaires en Indochine.

La presse ayant publié certaines informations relatives à la disparition de nombreuses missions françaises et espagnoles en Indochine, *Arriba* (31/1) a publié une mise au point officielle du ministère des Affaires Etrangères, selon laquelle ces informations seraient exagérées :

Au sujet de l'information d'origine française recueillie par notre presse, selon laquelle une centaine de religieux espagnols et français auraient disparu dans le nord de l'Indochine, on a déclaré au ministère des Affaires Etrangères, à un rédacteur de l'Agence Cifra, que cette information était exagérée, d'après les nouvelles dignes de foi que le ministère s'efforce d'obtenir avec fréquence. En effet, étant donné qu'il s'occupe constamment de la protection des missionnaires espagnols en Extrême-Orient, et, singulièrement, en Indochine, il maintient les contacts nécessaires avec tous les éléments qui peuvent lui fournir des renseignements sur eux.

On a déclaré également que la protection de nos intérêts et de nos missions en Indochine s'exerce en vertu des traités conclus entre notre patrie et ces pays, le 5 juin 1862, le 27 janvier 1880 et de l'adhésion, le 1^{er} juin 1874, à un traité précédent du 15 mars de la même année. Tous ces accords continuent d'être en vigueur.

3. — Les intérêts des sujets espagnols résidant en France.

La presse du 8/2 a publié un communiqué officiel du Conseil des Ministres qui s'est tenu, le 7 février, au Palais du Pardo, sous la présidence du général Franco, annonçant que le gouvernement avait adopté « un accord concernant les mesures de défense des intérêts des ressortissants espagnols résidant en France, auxquels on essaye d'appliquer la législation fiscale de la guerre (ABC, 8/2).

Les termes de cet accord relatif à l'application aux ressortissants espagnols de mesures fiscales re-

latives aux bénéficiaires illicites n'ont pas été divulgués et n'ont fait l'objet d'aucun commentaire dans la presse madrilène. Toutefois, certains journaux de province, non touchés par la consigne de censure, ont publié une chronique du correspondant à Paris de l'agence Logos et du journal *Ya. Le Correo de Andalucia* (Séville) intitule cette chronique :

En France, on poursuit les Espagnols. Les Comités de confiscation mènent une campagne illégale contre les commerçants espagnols établis là-bas. Il suffit de n'être pas bien vu du parti communiste pour qu'on confisque votre entreprise, contre toute espèce de droit.

Je vais parler d'une affaire délicate et qui provoque l'indignation... Il ne fait aucun doute que les ressortissants d'un pays neutre établis en France aient parfaitement le droit de continuer d'exercer leur profession, même si leurs clients sont, outre des Français, des membres des troupes d'occupation. Ceci est arrivé dans toutes les guerres et une convention le précise. Dans le cas des Espagnols résidant en France, on ne peut parler, je crois, ni de contacts avec l'ennemi, ni de bénéfices illicites.

Les comités de confiscation ont été constitués par certains représentants des anciens comités de la Résistance, qui firent tellement parler d'eux, dans tous les sens. Un grand nombre de ces commissaires politiques sont issus des rangs communistes... De modestes commerçants espagnols sont poursuivis avec acharnement de la manière la plus injuste et la plus illégale... On arrive à croire que cette opération de police économique poursuit un objectif de grande envergure : dépouiller les quelques Espagnols qui, ici, possèdent des biens : épicerie, cafés, restaurants, brasseries, fruiteries, etc...

Ces comités fondent leur action sur des dénonciations plus ou moins anonymes et sur des rapports de source douteuse.

4. — Le sort des ouvriers espagnols en France.

A propos de l'emploi des prisonniers de guerre allemands, dans les travaux des champs, le correspondant de *Informaciones*, 6/2 à Saint-Sébastien, évoque la condition misérable des ouvriers espagnols employés dans la campagne française :

Dans les Basses-Pyrénées, la main-d'œuvre dont l'agriculture a besoin fait défaut... A la fin de notre combat, un grand nombre d'Espagnols qui s'étaient réfugiés en France fournirent aux fermiers une abondance de journaliers. Les paysans basques étaient préférés à cause de leur activité et parce qu'il s'agissait de cultures qu'ils connaissaient. La guerre mondiale ayant pris fin, le défaut d'ouvriers français fut encore plus grand. On avait des ouvriers espagnols que l'on payait mal. Peu à peu, les Espagnols se sont émancipés. Beaucoup sont revenus dans leur patrie. D'autres ont pris le chemin de l'Amérique. Un assez grand nombre s'est engagé dans l'industrie. De nouveau, la main-d'œuvre fait défaut dans les champs. Aussi les ouvriers espagnols sont sollicités. Dans certains petits villages frontaliers où la limite des deux pays est confuse, il y a des journaliers qui partent, le matin, travailler dans des fermes françaises où ils gagnent l'équivalent en francs de 40 pesetas par jour. A la fin de la journée, ils retournent chez eux...

5. — A propos des chroniques du « Monde » sur l'état actuel de l'Espagne.

On trouve un premier écho des articles relatifs à l'Espagne dont *Le Monde* a commencé la publication le 4/2, dans deux chroniques des correspondants de *Madrid* et de *ABC* à Paris. Tout en fai-

sant certaines réserves, ceux-ci ont déclaré que le témoignage de l'envoyé spécial du *Monde* était, à tout prendre, favorable. Les problèmes économiques dont il constate l'existence en Espagne, ne peuvent que rappeler aux Français qu'ils ont à résoudre des problèmes identiques.

Moya écrit :

M. André Blanchet, envoyé spécial du journal parisien du soir *Le Monde*, décrit, de l'Espagne, une série d'épisodes qui, à première vue, provoquent en nous une réaction de protestation et de mauvaise humeur... Ce qui préoccupe le plus M. Blanchet, c'est la mendicité, les troupes de gamins quémandeurs... Ici, à Paris, la pauvreté revêt d'autres formes. La liste officielle des mendiants professionnels n'a jamais été, dans aucun pays, l'indice de la misère... Les réflexions de Blanchet sur les tentatives inutiles de réglementer la circulation, à Madrid, sont un prétexte pour déclarer, tout de suite après, que ce « sont les uniques manifestations extérieures de tyrannie qu'il ait pu voir ». Puis il fait allusion à la liberté relative qui existe en Espagne, le régime n'essayant pas de s'imposer aux citoyens par les procédés des états totalitaires.

J'ai demandé dans les milieux diplomatiques et financiers, abonnés au *Monde*, si les articles de Blanchet produisent un effet favorable, ou contraire à l'Espagne. Un sourire de complicité m'a fait comprendre que dans les milieux de la haute bourgeoisie de Paris, on considère la relation de Blanchet comme un gage de la réconciliation franco-espagnole. Le journaliste fait à la galerie la concession des faussetés pittoresque de rigueur que la légende a popularisées, quand il s'agit de l'Espagne. Mais sous l'épaisseur de la couleur locale, perce la rectification des lieux communs sur la « totalitarisme » qui subsistent encore, quoique la décision espagnole d'ouvrir ses frontières à une information non censurée leur ait porté quelque coup. ...Au premier abord, les chroniques de Blanchet sont désagréables. Mais dans ce flot lourd de paroles, luit la pulpe de la vérité. Sa dernière chronique a détruit l'idée que le régime espagnol emprisonne ses ennemis par milliers. Ces attaques contre la situation économique de l'Espagne ont rappelé aux Parisiens les problèmes de l'alimentation, du chauffage et de l'énergie électrique que la France ne résout pas (*ABC*, 12/2).

« En dépit d'une législation sociale que les tenants du régime franquiste se plaisent à présenter comme la plus avancée du monde », écrivait M. Blanchet dans son article du 5/2. Cette phrase devient, dans le titre d'une chronique de Linares : « *L'Espagne a la législation sociale la plus avancée du monde* ». Les citations que fait ce correspondant sont choisies de manière à présenter comme une réalité ce qui a été décrit comme une apparence :

Je vais terminer cette chronique en parlant des reportages sur l'Espagne publiés, ces jours-ci, dans *Le Monde*. Ils contiennent de nombreuses critiques, mais, aussi, certaines affirmations qu'on n'avait pas encore lues dans la presse française :

« Le voyageur qui arrive à Madrid y découvre le peuple le plus heureux du monde ».

« Une promenade à travers Madrid est, pour un Français, un motif de stupéfaction. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'on construit beaucoup en Espagne, aussi bien l'Etat que les particuliers.

« Le nouvel Etat espagnol prétend avoir donné au peuple la législation sociale la plus avancée du monde. Ce n'est pas exagéré. Outre les avantages conférés par les assurances sociales et par un système obligatoire de

secours familial dont bénéficient un million de travailleurs, l'ouvrier participe aux bénéfices de l'entreprise. Et ceci est une innovation par laquelle l'Espagne devance, évidemment, la plupart des nations, y compris les grandes démocraties.

« Le régime n'essaie pas de s'imposer à l'individu. Aucune manifestation extérieure ne révèle l'existence d'un système tyrannique à moins que l'on ne considère comme telle le désir de régler la circulation dans les rues madrilènes ».

Bien qu'il n'admette pas le régime actuel de l'Espagne, et malgré les censures qu'il lui adresse, ce journaliste français va se voir accusé de « fascisme », un de ces jours, par la presse rouge, seulement pour avoir révélé quelques vérités que, honnêtement, on ne peut cacher.

(Madrid, 11/2.)

B. — FRANCE

I. — LA POLITIQUE INTERIEURE

α) La tactique communiste

Les commentaires relatifs à la politique française ne sont guère variés. Il s'agit toujours de l'emprise croissante du communisme sur le pays et de la tactique d'infiltration suivie par le parti.

Sous le titre « *La capitulation de Versailles* », Juan Pedro Luna écrit, dans l'hebdomadaire de la Phalange :

Dans la ligne des capitulations doit figurer celle de Versailles. A cette date historique est née, également, la IV^e République, et son premier vagissement a été une concession au parti communiste qui réclamait en vain depuis un an et demi, ce que l'on vient de lui donner... La France a donné à un communiste le titre de Ministre de la Défense Nationale... La Défense Nationale est la consécration imprudente d'un faux civisme patriotique et constitue une étape dans cette marche lente, mais sûre, vers la conquête légale du pouvoir...

C'est une étape principale, non par l'action que les communistes peuvent poursuivre dans ce ministère, mais pour le brevet de patriotisme que ce ministère leur concède. Par la grâce de Versailles, les agents de la Russie ne sont plus incompatibles avec les intérêts nationaux. Ils se garderont d'actes spectaculaires et inconsiderés. Nous errons Billoux converser cordialement avec Juin, de Laitre de Tassigny, Koenig, Bethouard et même Leclerc ; nous le verrons assister à des revues militaires, prodiguer des marques de sympathie à l'armée et baiser avec émotion l'étoffe du drapeau tricolore...

Pendant ces opérations d'approche, les craintes de l'opinion iront se dissipant et l'alarme ne sera pas donnée à l'étranger...

Cependant, à force de transactions parlementaires et avec l'influence que leur donne le Pouvoir, le chemin s'aplanira insensiblement. Monopolisant le patriotisme, possesseur de la vérité absolue, sans possibilité de dialogue, ils inciteront à l'extermination par voie juridique de tous ceux qui un jour, pourraient s'opposer à leurs desseins. Ils font, ainsi, l'économie d'une période de terreur rouge, ce qui ne les dispensera pas d'une épuration totale, quand ils seront les maîtres absolus du pouvoir. Tous ceux qui leur ont ouvert la porte, tous ceux qui, par calcul politique et ambition personnelle, leur ont préparé le chemin, sont les victimes désignées de l'étape finale. (*El Espanol*, 1/2).

Les commentateurs espagnols s'abritent derrière Arthur Koestler, peu susceptible d'être accusé de collusion avec le fascisme. Le correspondant à Genève de *Ya* (5/2) commente les récents articles publiés par lui, sous le titre : « *Le communisme poursuit insidieusement son infiltration stratégique en France. Selon l'écrivain Koestler, ancien communiste, ce pays a perdu sa souveraineté nationale* :

...Commençons par une affirmation catégorique de cet écrivain. « La France a perdu sa souveraineté nationale »... L'Etat français a perdu aussi sa souveraineté sur le plan intérieur, c'est-à-dire que, dans ce pays, ce ne sont pas les organismes d'Etat qui ont la réalité du pouvoir. Aucun gouvernement français ne pourra se maintenir au pouvoir avec une grève générale déclarée par la C.G.T., qui centralise toute la puissance des syndicats ouvriers sous la direction communiste...

Recopions encore certains faits précis que dénonce l'ex-communiste Koestler et qui, évidemment, ne sont une surprise pour personne.

Pendant la période anarchique qui suivit la fin de l'administration allemande en France, avant l'installation du nouveau gouvernement... les communistes réussirent à épurer les différentes forces de la police française... Pour avoir une idée des procédés implacables avec lesquels le parti communiste français se débarrassa de ses adversaires politiques, il suffit de rappeler avec quel cynisme il réclama, publiquement, l'invalidation de Daladier et de Reynaud et la disparition pure et simple d'émigrés de la Russie ou de pays sous le contrôle russe. Cette disparition ne s'est pas limitée aux étrangers. On peut compter cinq ou six cas de Français enlevés... Selon Koestler ces liquidations seraient l'œuvre d'une nouvelle organisation clandestine, peu nombreuse, soumise à une hiérarchie et à une discipline absolues...

Dans l'opposition, le parti communiste pourrait empêcher de gouverner et, par l'action directe et peut-être le coup d'Etat, s'emparer du pouvoir. Mais, pour le moment, il ne s'agit pas de cela. Un coup d'Etat serait suivi du regroupement immédiat de toute l'opposition anticommuniste, de de Gaulle aux socialistes. Ce serait la guerre civile et, ensuite, la guerre mondiale. C'est-à-dire quelque chose de très contraire au désir de la Russie qui, comme nous le savons, ne se croit pas préparée...

En résumé, même avec tout l'optimisme possible, on ne peut dire que la marche politique actuelle de la France fait présager quelque chose de bon, non seulement pour elle, mais pour toute l'Europe. Néanmoins, il ne faut pas aller trop loin dans le pessimisme... La violence et l'adhésion au tyran sont presque automatiquement en proportion inverse. Il est absolument impossible de croire que les hordes asiatiques pourront, un jour, soumettre l'Europe entière.

Le correspondant de *ABC* en France, Miguel Moya, déclare que, si ses chroniques sont peu favorables à la France, ceci n'est pas dû à une hostilité personnelle à l'endroit de ce pays, mais à une claire vision de la réalité. A l'appui de ces déclarations d'impartialité, ce correspondant invoque, lui aussi, Arthur Koestler :

... Ceux qui pensent que j'attaque le peuple français m'attribue un arsenal que je ne possède pas, un adversaire innombrable, abstrait et glorieux et, en outre, une hostilité que je suis bien loin de ressentir... Une revue française disait que de tous les correspondants espagnols qui écrivent à Paris, un seul transmet des informations qui ne tendent pas, systématiquement, à ridiculiser ou à mépriser. Comme cette publication fait le nom du journaliste, chacun de nous est persuadé que

c'est à lui que ce commentaire fait allusion. En somme, ceci est vrai. Aucun de nous n'attaque le peuple français. Aucun ne discute ce que représente pour l'Europe cette quintessence de la culture. Mais la vérité m'oblige à transcrire ce que je vois... Pour juger de la valeur d'un témoignage que le lecteur soupçonne mêlé de passion, il n'y a pas de meilleur moyen que de le comparer avec un autre témoignage digne d'un plus grand crédit à cause de l'intelligence supérieure de celui qui l'apporte et de la clarté catégorique de son contenu.

Arthur Koestler est peut-être l'écrivain qui jouit du plus grand renom mondial en ce qui concerne les questions de la politique contemporaine. Il s'agit d'un socialiste qui connut la lutte directe dans les Brigades internationales en Espagne, qui connaît la Russie à fond et qui a analysé avec la méthode d'un philosophe et une grâce littéraire enchanteuse le problème universel du communisme. Ses livres « *Le zéro et l'infini* » et « *Le Yogui et le Commissaire* » appartiennent à la bibliographie impérissable de notre époque... En Russie, on le considère comme un péril pour la propagande actuelle « *tranquillisatrice* » et innocente du Kremlin.

Eh bien, tous les journaux français ont divulgué, sous de grands titres, le point de vue de Koestler sur l'inquiétante actualité politique de la France. Et Koestler confirme ma modeste contribution à la vérité. L'indiscutable devin de notre génération assure que la France est sur son déclin historique; que la bourgeoisie française ne se met pas en garde contre l'infiltration du parti communiste, bataillant à l'intérieur d'une démocratie, pour la conquête absolue du pouvoir... Koestler confirme également mon impression selon laquelle les droites françaises sont démoralisées et en décomposition...

C'est avec un plaisir extraordinaire que je me livrais à la drogue de « la douce France », mais je préfère me réserver pour l'ingrate réalité...

J'assiste à la décadence de l'Empire colonial français, à la prolétarianisation de la bourgeoisie française, à l'effacement de l'antique orgueil national... La France passera à meilleure vie, sans choc brusque, sans s'en rendre compte, en mourant lentement... Il ne se passe rien en France; mais tout est en train de passer.

(ABC, 9/2)

Tous les commentateurs dénoncent le double jeu des communistes, dont les ministres se solidariseront avec leurs confrères au Conseil pour attaquer ensuite les décisions prises dans les journaux de leur parti. Sous le titre « *Le mythe de la solidarité ministérielle* », *Pueblo* (7/2) écrit :

En théorie, la solidarité est mise en pratique grâce au procédé employé par M. Ramadier de soumettre, au préalable, toutes les questions aux deux vice-présidents du Conseil et aux ministres d'Etat... Thorez et Billoux approuvent par exemple, l'envoi de renforts militaires en Indochine et la politique de l'amiral Thierry d'Argenlieu. Mais, dans *L'Humanité*, on défend ouvertement Ho-Chi-Minh et on accuse l'armée, en faisant, bien entendu, tout retomber sur les légionnaires, d'avoir provoqué le conflit et de commettre des atrocités et des crimes sans nom...

Les communistes entrèrent dans le gouvernement Ramadier, assurant qu'ils respecteraient les accords de Blum à Londres, et, si, maintenant, hypocritement, ils acceptent le principe de l'alliance, ils veulent subordonner celle-ci à la reconnaissance britannique de la thèse française sur la Ruhr et l'Allemagne.

Le correspondant de *Ya* à Paris déclare, en des termes plus modérés :

Il fallait s'y attendre. La C. G. T. a déchaîné à nouveau l'offensive de la hausse des salaires... Les communistes continuent de mettre en pratique leur tactique de

toujours; au sein du gouvernement de bonnes paroles; dans la presse du parti et dans les organismes syndicaux, maniés par les dirigeants du parti, agitation et revendications. (YA. 8/2)

A propos du problème des prisonniers allemands en France, *Pueblo* (5/2), sous le titre « Les esclaves de la France », fait l'historique des négociations entre Paris et Washington et signale l'opposition de la C.G.T. à l'octroi aux prisonniers qui voudraient rester en France du statut des travailleurs libres. Le journal ajoute :

Ces mêmes communistes qui s'indignent à l'idée du retrait des prisonniers allemands, se taisent quand le gouvernement philo-soviétique de Varsovie obtient le rapatriement forcé de tous les Polonais résidant en France. Ceux-ci représentaient dans les mines du Nord, les équipes les plus fortes, les plus intelligentes et qui donnaient le meilleur rendement. Dans l'agriculture, ils rendaient des services inestimables. Le gouvernement français s'inclina, sans mot dire, devant l'exigence du gouvernement de Varsovie et les délégués régionaux dépeuplèrent la France de Polonais. La propagande communiste se garde bien de mentionner que tous ces Polonais vivaient et travaillaient en France bien longtemps avant la guerre... On leur enlève une main-d'œuvre et ils se taisent. Ils peuvent en avoir une autre et ils ne le veulent pas.

Le journal de la phalange, *Arriba* (4/2), trouve pourtant une raison d'espérer. Sans vergogne, il consacre un article dithyrambique à la personne de M. Léon Blum, sous le titre : « *Blum, socialiste et millionnaire, espérance française contre le communisme* ». On y lit :

« Nous suivrons la politique de Léon Blum » a dit, avec une modestie qui l'honore, le nouveau président du Conseil français... Le vieux socialiste Léon Blum est, pour la république voisine, le support de l'équilibre intérieur et l'aspect décoratif de l'extérieur... Pour le communisme, Léon Blum est actuellement presque un « hitlérien », comme Winston Churchill... La figure de Blum apparaît aujourd'hui avec une sorte d'auréole conservatrice qui étonne les cœurs ingénus. Très riche, de goûts simples, mais raffinés, Léon Blum est un des rares hommes marquants de la III^e République qui n'ait pas vu son nom mêlé à des scandales politico-financiers. Ceci est, indubitablement, un des aspects les plus nobles et les plus estimables de sa personnalité. La fermeté inébranlable avec laquelle il a su affronter le tribunal de Riom, en est un autre. Qu'en pense ce que l'on veut, mais sa déclaration dans ce procès, a de la hauteur et de la dignité.

b) Le problème du ravitaillement

Les derniers mots d'une chronique du correspondant de *ABC* en France feront comprendre dans quel esprit sont conçus les articles concernant les difficultés auxquelles se heurte la France. « La France est une démocratie, la France est à l'O.N.U., la France jouit de l'amitié et de l'appui efficace des Anglo-Saxons, mais, en France, on vit beaucoup plus difficilement qu'en Espagne. » (*ABC*, 5/2) Linares intitule sa chronique : « Le peuple ne demande pas tout ce qu'on lui promet, mais voudrait plus qu'on ne lui donne (*Madrid*, 5/2). Et Juan Pedro Luna écrit : « Les petites affiches de 5 % subsistent... Mais avec une augmentation préalable... On estime que 4.000 tonnes d'or en lingots et en monnaie se trouvent entre les mains des particuliers. » (*Pueblo*, 3/2.)

II. LA POLITIQUE COLONIALE

a) Les événements d'Indochine

Les communistes sont également accusés de double jeu à propos des événements d'Indochine :

Le Viet-Minh, qui est l'ancien parti communiste indochinois, domine par la terreur tous les autres partis nationalistes du Viet-Nam. Aucun de ceux-ci n'osent secouer la tutelle, étant donné que le Viet-Minh, émanation soviétique, compte sur l'appui des communistes français... Les nationalistes annamites savent que s'ils étaient des dissidents du Viet-Minh, ils seraient traités de traîtres de gouvernement Kisling, de vichystes, comme l'ont été ceux de Saïgon. La présence des communistes à la Défense Nationale rend obligatoire aussi leur présence dans tous les problèmes militaires, et Ho Chi Minh est en condition de dicter un bon armistice. (*Pueblo*, 8/2).

On pouvait s'étonner qu'une délégation diplomatique du gouvernement de Ho Chi Minh fonctionnât, librement, à Paris, mais la surprise fut encore plus grande, quand on apprit, par la presse, que cette délégation offrait un armistice avec des conditions sévères pour le prestige des armées françaises... Coïncidant avec l'arrivée en Indochine d'émissaires communistes français, une communication se rétablit qui permet aux représentants diplomatiques de Ho Chi Minh de formuler des conditions d'armistice. Un envoyé spécial de *l'Humanité* part de Saïgon et se met en contact avec les forces qui combattent les Français. Il décrit leur héroïsme patricien, et, quand il arrive à un centre dévasté, ce rédacteur d'un journal de Paris écrit : « Ici est passé une patrouille française. »

Le général Morlière chef des forces de Hanoï et en même temps commissaire de la République doit abandonner son commandement en plein combat, et aller à Paris pour informer le gouvernement. Presque toute la presse s'effraye à l'idée qu'avec la relève du Haut-Commissaire d'Argenlieu, on donne satisfaction aux insurgés et au parti communiste. (*Pueblo*, 10/2).

« Confusion sur le plan intérieur et sur le plan extérieur », écrit le correspondant de *Madrid* à Paris, qui ajoute :

Tandis que le Ministre de la France d'Outre-mer M. Moutet, un socialiste, appuie l'amiral d'Argenlieu, le *Populaire*, organe officiel du parti socialiste déchaîne contre cette personnalité, une campagne dont la violence est surpassée seulement par le quotidien communiste, *l'Humanité*. Ce journal a un envoyé spécial au maquis Vietnamien qui chante l'héroïsme des hommes qui défendent leur indépendance contre « les abus de l'impérialisme français ». Vous vous direz, lecteurs : « Mais le communiste Billoux n'est-il pas ministre de la Défense Nationale. » Oui, mais cela n'a pas la moindre importance. Ce qui caractérise les partis marxistes et le socialisme est aussi un maxisme, ne l'oubliez pas, c'est la duplicité, la désinvolture avec laquelle ils peuvent adopter simultanément des attitudes contradictoires. (*Madrid*, 11/2).

Enfin, Bellveser, correspondant de *Informaciones* à Paris a consacré une chronique parue le 6/2 aux déclarations du général Leclerc et de son fils et *Pueblo*, le 12/2, insiste sur l'existence de prisonniers de guerre allemands dans la Légion française qui lutte en Indochine.

c) Le sort de l'Empire français

La revue *Mundo* consacre une série d'articles à la politique coloniale française sous la rubrique :

« De l'Empire colonial à l'Union française ». Son article du 2/2 est intitulé :

« La France actuelle se désintéresse de sa réalité coloniale et peut arriver à perdre son Empire sans même s'en rendre compte. Préoccupée d'éviter les dangers extérieurs et de soustraire ses territoires à la tutelle internationale elle est tombée dans un péril majeur. — Dans ses possessions d'outre-mer la propagande démagogique a gravement ébranlé l'autorité française. — Le nouveau statut de l'Union renferme peu de possibilités et il semble impossible de remettre les choses à leur place. »

c) La France au Liban

Néanmoins, dans *Ya* (4/2) Eugenio Suarez, envoyé spécial au Liban, rend hommage à l'œuvre française dans ce pays et signale que la joie de la libération libanaise n'a pas été de longue durée :

« ...Les Français ont exercé l'art de la colonisation avec largeur de vue et une grande générosité. Ils pénétrèrent jusqu'au fond de l'âme de la race arabe, se mêlèrent à son sang et lui offrirent un langage qui, s'amalgamant à la langue indigène, forma le patois que l'on parle ici, avec des vocables français incrustés dans les mots gutturaux de l'arabe. La France importa dans sa colonie, des écoles, des hôpitaux, sa culture. De temps à autre, des mouvements nationalistes, sporadiques, réclamaient l'indépendance, mais, en général, les gens étaient contents qu'un pays civilisé à l'occidentale les eût délivrés de la responsabilité de gouverner. Dans certaines villes musulmanes, comme Damas et Alep, le nombre des francophiles était très restreint. Très restreint... avant l'évacuation. Les journaux arabes, les juifs, l'opinion la plus bruyante réclamaient la souveraineté, bien qu'il n'y eût eu que très peu d'incidents au cours de 27 années de régime colonial. Enfin, un jour, un matin de fin d'année, l'étranger abandonna le pays et le pays respira librement. Après avoir respiré en liberté, il commença à examiner sa nouvelle situation. Un mois ne s'était pas écoulé que les choses avaient pris déjà un aspect différent des rêves formés durant les jours « de l'oppression ».

C. — LA SITUATION INTERNATIONALE

I. — LE TRAITE DE PAIX AVEC L'ITALIE

Le traité de paix imposé avec l'Italie a provoqué la parution de nombreuses chroniques des correspondants espagnols en Italie, insistant sur l'injustice dont était victime le peuple italien; en revanche, les appréciations de source madrilène ont été plus objectives, certaines même assez sévères pour l'Italie.

Le correspondant de *ABC* à Rome ne manque pas de signaler que c'est à Paris, capitale d'un pays « vaincu » par l'Italie, qu'a eu lieu la signature du traité. Il écrit le 9/2 :

L'Italie est à la veille de subir la plus grande et la plus triste des humiliations en mettant sa signature sous la sentence qui la condamne et sous l'outrage qui la réduit à néant, physiquement et moralement. Lundi prochain, à Paris — précisément à Paris — on crucifiera l'Italie, au nom de la paix, au nom de la Liberté.

Dans sa chronique publiée le 11/2, il insiste encore :

« ...Face à l'application du *Vae victis*, à Paris, dans la capitale d'un peuple qui perdit la guerre en 17 jours par la faute du Front Populaire, qui, en définitive, est celui qui commande aujourd'hui en vainqueur, les Italiens savent relever la tête avec une douleur et une amertume justifiées. »

Néanmoins, les commentaires rédigés à Madrid soulignent le caractère injustifié des protestations de l'Italie.

Reyess écrit dans *ABC* (9/2) :

« ... Quels motifs à l'Italie de se montrer mécontente ? Si elle se considère réellement comme une cobelligérante des démocraties, le traité est dur, effectivement. Mais si l'Italie est un membre de l'Axe vaincu, elle ne doit pas s'étonner des conditions qui lui sont imposées. On doit supposer que les Italiens n'espéraient pas conserver leurs conquêtes dans le cas d'une défaite. Ce leur territoire réellement national, ils ne perdent rien... Il est toujours douloureux de sortir amoindris d'une guerre, et les Italiens ne devraient pas oublier que les vainqueurs respectent leur unité, alors qu'ils essaient, au contraire, de détruire celle de l'Allemagne. Les Britanniques, par exemple, auraient pu exploiter le mouvement séparatiste de la Sicile et ils ne l'ont pas fait. »

Arriba (11/2) fait une remarque pertinente à propos de la menace de destruction des cuirassés italiens.

« ...On dit que dans les manifestations d'hier, le thème prodigieux des cuirassés italiens surgit avec nostalgie et colère dans l'âme des Romains. On oubliait, sans aucun doute, qu'il fut une heure où la Monarchie put choisir entre le combat et le sacrifice... Pour quelle injuste raison fait-on retomber sur Gasperi et le régime républicain la responsabilité de faits qui leur sont antérieurs ? Les Alliés, très probablement, auraient introduit moins de rigidité dans la formule de capitulation sans conditions. Mais aucun des responsables du 8 septembre 1943 ne se crut tenu de réclamer... La protestation du peuple italien est compréhensible, mais si l'on songe au sort terrible de pays comme la Pologne, victime et martyr sans espoir de cette guerre et de sa paix, personne ne peut nier que l'Italie a un destin plus propice... »

II. — LA CONFERENCE DE MOSCOU ET LE TRAITE DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE

Le traité de paix avec l'Allemagne est présenté sous ses aspects les plus difficiles. On se montre sceptique sur les possibilités de succès de la Conférence de Moscou. Tous les commentateurs se livrent à des pronostics sur la tactique que suivra l'U.R.S.S. (*La Vanguardia*, 1/2; *Mundo*, 9/2; *El Alcazar*, 7/2).

Madrid (8/2) publie un article de son correspondant à Londres sous le titre : *On n'a pas confiance dans la Conférence de Moscou. La terrible situation de l'Allemagne est dangereuse pour l'Europe entière.*

Le général Roberston proteste contre la campagne de la presse soviétique qui ne cesse d'attaquer l'administration des zones anglo-saxonnes. Il est significatif que l'on ait divulgué la nouvelle selon laquelle la Grande-

Bretagne et les Etats-Unis ont préparé, pour le cas où les conversations de Moscou échoueraient, le plan de la Constitution d'un nouvel Etat européen qui porterait le nom d'Allemagne Occidentale. La France y aurait un poste si elle donnait son adhésion. La capitale de cet Etat serait Francfort. La divulgation de ce projet est le signe d'une certaine décision et d'une certaine fermeté très souhaitables en un certain sens bien qu'elle puisse également répondre à une tactique. Cependant la perspective d'un partage définitif de l'Allemagne serait décourageante pour nous qui attendons et désirons la paix mondiale.

En revanche, André Revesz se fait toujours l'ardent défenseur du projet de démembrement de l'Allemagne. Il convient de noter que ces articles à ce sujet ne sont pas publiés dans *ABC* mais dans la presse de Barcelone et des autres provinces. C'est ainsi qu'il écrit dans *Destino* (6/2) :

En toute franchise, il ne faut nullement être un Metternich pour comprendre l'évidence. Veut-on, oui ou non, que le monde se laisse glisser vers une troisième guerre mondiale ? Si on veut l'éviter, il faut en finir avec les deux menaces. Il faut détruire l'unité allemande et éviter l'agression russe.

Pour échapper à une telle menace, il ne peut y avoir un gouvernement central allemand susceptible de s'entendre avec la Russie.

Dans *Heraldo de Aragon* (7/2), le même journaliste, à propos des déclarations du général Clay sur la renaissance d'un nazisme clandestin, met en garde les démocraties contre l'illusion d'une Allemagne « pacifiste, démocratique, repentie ».

Le sort de l'Autriche.

Tous les commentateurs sont d'accord pour défendre l'Autriche, en particulier contre la menace soviétique. (Revesz, encore dans *ABC*, 7/2; le correspondant de *Madrid*, 7/2, à Zurich, et *Mundo*, 9/2).

III. — L'EXPANSION SOVIETIQUE

a) L'opinion américaine et le communisme

Simultanément, tous les journaux ont publié des articles de leurs correspondants aux Etats-Unis, dénonçant l'infiltration communiste en Amérique et soulignant la réaction de l'opinion aux Etats-Unis.

La Russie a, aux Etats-Unis, 3.696 agents officiels. Ils jouissent tous de l'immunité et de la liberté de mouvement. Certains journaux rappellent l'existence d'agents soviétiques au Canada. (*Arriba*, 5/2).

Un Tito nord-américain, écrit *La Vanguardia* (7/2), à propos de l'arrestation aux Etats-Unis de l'agent Eisler.

L'opinion nord-américaine commence à se soulever contre l'acharnement communiste. Il ne se passe pas un jour sans que l'U.R.S.S. n'attaque l'Amérique. (*Arriba*, 8/2).

Le communisme va avoir de nouveau une vie difficile aux Etats-Unis. (*Madrid*, 8/2.)

L'alarme aux Etats-Unis face au communisme (*Ya*, 9/2, chronique de Buenos-Ayres).

Signalons enfin une information datée de Washington sur l'agitation communiste à Cuba et sur l'agitateur politique connu sous le nom de Carr. (*Informaciones*, 7/2.)

b) L'opinion soviétique en Chine

La revue des Jésuites *Razon Y Fe* a publié un article sur l'utilisation de l'alphabet latin par Moscou pour sa propagande en Chine. La « latinua » serait une création des philologues soviétiques. Cet article est reproduit intégralement par *Arriba* (8/2). De son côté, le *Diario de Barcelona* (5/2) consacre un éditorial à la rivalité en Chine des Etats-Unis et de l'Union Soviétique.

c) Les relations commerciales avec la Russie

Il convient de signaler une chronique datée de Zurich parue le 1/2 dans *Madrid*, invoquant l'exemple de la Suisse pour vanter les avantages qu'offrent les relations commerciales avec l'U.R.S.S. Cet article peut être considéré comme un sondage de l'opinion espagnole. Nous en donnons quelques passages :

N'importe quel pays, sans exception, s'il le veut, peut avoir des relations commerciales avec la Russie.

Ici, en Suisse, on a l'impression que la meilleure prophylaxie contre l'infection communiste est d'établir des relations commerciales avec la Russie. Il semble, en effet, que là où un accord commercial est signé, et où s'établissent des relations commerciales avec la Russie, les ressorts de la propagande communiste se détendent. Les Suisses ont de fortes raisons pour penser ainsi. La Suisse pouvait attendre le pire de l'Union Soviétique. Mais le miracle se produisit. Ce furent les Suisses qui découvrirent, les premiers, que, au moyen d'une honorable collaboration avec la Russie, il était possible de faire taire tous les instruments politico-propagandistes de l'Union Soviétique.

Il est prouvé que, là où les intérêts de la Russie sont en jeu, le communiste renonce à sa propagande et à son agitation, dans un complet oubli de tout le passé, et sans considérer s'il s'agit d'un pays capitaliste, anti-communiste, blanc, noir, bleu ou rouge. Aujourd'hui, la Russie préfère avoir des relations avec un pays capitaliste qui « travaille et qui produit » à certains succès de caractère idéologique.

Un collègue suisse m'a fait observer que, par rapport à la Russie, le pire qui puisse arriver à un pays c'est de donner des signes de communisation facile, car ces signes placent ce pays sous la juridiction de ceux des Russes qui ont pour mission de soviétiser. Par contre, un pays qui s'est révélé comme très peu accessible à l'entreprise soviétisante, tombe sous la compétence des techniciens attentifs seulement au rapport positif des choses.

IV. — LES DIFFICULTES DE L'ANGLETERRE

a) La crise du charbon

Comme ils le font pour les difficultés françaises, les journaux soulignent la gravité de la situation économique de l'Angleterre. Nous savons déjà pour-

quoi. A propos de la crise du charbon, articles et chroniques de correspondants à Londres sont parus sous les titres suivants :

Paralysation de l'Angleterre (La Vanguardia, 9/2).

Véritable désastre — des millions d'ouvriers en chômage forcé (Madrid, 11/2).

Un Dunkerque économique (Ya, 9/2).

Situation catastrophique (divers journaux).

Néanmoins, la plupart des commentateurs signalent, avec des éloges, l'unanimité des Anglais lorsqu'il faut faire face à une situation grave :

Ce qui distingue l'Angleterre de tous les autres peuples, c'est ce pouvoir de s'unir dans les moments graves, de placer l'intérêt commun avant l'intérêt particulier, l'intérêt national avant l'intérêt de partis et la raison avant la passion. L'Anglais est capable de collaborer avec le gouvernement, sincèrement et loyalement, pour le bien de la communauté, sans, pour cela, cesser d'être son adversaire politique et sans cesser de l'attaquer au Parlement et dans la presse. (Ya, 12/2.)

La critique des journaux conservateurs est sévère. Mais à travers sa rigidité, apparaît l'esprit de collaboration de tous les Britanniques dans l'effort nécessaire pour surmonter cette crise. (ABC, 12/2.)

b) L'Empire

A propos du voyage de la famille royale d'Angleterre en Afrique du Sud, la presse espagnole et, particulièrement, la revue *Mundo* qui ne cesse de publier des photographies des souverains, n'a pas caché la sympathie avec laquelle on suit, à Madrid, les efforts de l'Angleterre pour surmonter les difficultés qui surgissent dans toute l'étendue de son empire. *La Vanguardia* (6/2) écrit :

Des pays aussi éloignés l'un de l'autre que l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne offrent un surprenant exemple de l'extraordinaire puissance du lien royal à travers le monde pour attacher les pays qui forment le Commonwealth. On sait que le chef du gouvernement de l'Afrique du Sud est le maréchal Smuts, l'un des plus ardents défenseurs de l'Empire. Eh! bien Smuts fut l'un de ceux qui, durant la guerre des Boers, combattit contre les troupes britanniques. L'arrière petit-fils de la reine Victoria, dont les soldats furent combattus par Smuts trouvera maintenant dans le même homme, un loyal chef de gouvernement.

Revesz déclare dans *ABC* (2/1) :

Mais ce même Empire se trouve maintenant menacé par d'autres forces qui, consciemment ou inconsciemment, travaillent pour la plus grande gloire de la Russie. Tous les groupes qui combattent l'influence britannique servent, en réalité, les intérêts de l'impérialisme moscovite. La politique d'hésitation, de concessions, d'apaisement n'a servi de rien. Quand le gouvernement se voit obligé de décréter l'état de siège en Palestine, il est consolant, pour le roi George, de se trouver devant le miracle du loyal hommage de l'Union sud-africaine au petit neveu de la reine Victoria.

Sous le titre *Tandis que les souverains vont en Afrique du Sud, les travailleurs sud-africains, dit Marcel Cachin, sont soumis à une exploitation sans pitié, Arriba* (11/2) reproduit le texte de la lettre ouverte, publiée par *L'Humanité* au directeur du journal sud-africain *Guardian*.

PRESSE RÉPUBLICAINE

I — LA CRISE DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN

a) Les deux tendances

La Batalla (1/2) :

A la fin, ce qui était à prévoir s'est produit. La crise latente depuis des mois — pour ainsi dire depuis le jour même où le gouvernement républicain s'est présenté devant les Cortès — a enfin éclaté. M. Giral n'a pu que s'incliner devant la réalité et donner sa démission.

Evidemment, l'attitude des ministres socialistes et syndicalistes a précipité le dénouement que l'on connaît. Mais on sera obligé de convenir que les causes réelles de la crise résident dans l'échec de la politique de M. Giral sur tous les fronts et dans la position adoptée par l'Alliance des Forces Démocratiques et par de larges groupes de l'émigration...

Deux tendances se sont révélées au sein de la coalition gouvernementale disparue. De Mexico, Prieto les a définies ainsi : celle de l'intransigeance et celle de la conciliation...

Les deux tendances se prononcent pour le maintien des institutions républicaines. Les deux, plus ou moins chaleureusement, défendent la thèse de la collaboration avec les antifranquistes les plus décriés de la droite. Les deux proclament qu'il faut accepter la position officielle des « Trois Grands » devant le problème espagnol. Les deux sont également d'accord sur la nécessité d'aider la résistance de l'intérieur. Néanmoins, tandis que les socialistes et les syndicalistes se rangent à côté de l'Alliance des Forces Démocratiques, les républicains et les communistes parlent de créer une « résistance soumise au gouvernement en exil... »

Les communistes et les républicains ont laissé entendre qu'il était possible de constituer un gouvernement sans la participation des socialistes et des syndicalistes, gouvernement qui irait jusqu'à comprendre les partisans de M. Negrin. Nous avons peine à le croire. Mais s'il en était ainsi, un tel gouvernement aurait immédiatement à faire face à l'opposition générale de l'intérieur et de l'émigration.

D'autres groupes admettent comme possible la constitution d'un gouvernement qui rassemblerait les groupes déjà réunis dans le gouvernement disparu et avec un nouveau programme. Quel programme ? Existe-t-il par hasard un programme capable de masquer les différends qui séparent les deux tendances en question ? Ou bien ces différends ne seraient pas aussi profonds que ne l'affirme Prieto ? Un gouvernement de cette nature qui n'aurait pas résolu la crise.

b) Les scrupules des dirigeants socialistes

La Batalla (1/2) :

...Une des réunions qui était attendue avec le plus d'anxiété était celle du P.S.O.E. et de l'U.G.T., étant donné le nombre des adhérents et l'importance de ces organisations dans la politique espagnole. On savait que des tendances différentes s'affronteraient et, singulièrement, le point de vue, qu'à Mexico, Indalecio Prieto et ses compagnons soutiennent avec pas-

sion. En effet ces derniers n'ont pas hésité à proclamer la nécessité de liquider le gouvernement Giral et toutes les institutions républicaines sur lesquelles il s'appuyait et d'obéir à ceux qui, à l'intérieur de l'Espagne, réclament une solution immédiate, quelles qu'en soient les conditions. La gravité de cette position, par les conséquences qu'elle comporte, n'a pas échappé à ceux qui, en France, dirigent le P.S.O.E. et l'U. G. T. et qui, en général, y sont opposés. Aussi, il semble que le résultat de la réunion dont nous parlons a été une sorte de compromis entre les deux points de vue : liquidation du gouvernement Giral, mais maintien des institutions républicaines.

Pour le moment, nous ne pouvons mesurer la portée de cette attitude. Le P.S.O.E. et l'U.G.T. veulent un gouvernement moins rigide, moins éloigné des points de vue exprimés, plus ou moins clairement, dans la résolution de l'O.N.U., c'est-à-dire un gouvernement capable de s'entendre avec d'autres groupes désirant, eux aussi, le départ de Franco, quelle que soit la tendance idéologique de ces groupes.

La résolution de l'O.N.U., complément de la note tripartite de Washington, de Londres et de Paris et le manifeste de l'Alliance Nationale des Forces Démocratiques du mois de juillet dernier sont clairs et précis : ils exigent une entente préalable avec les monarchistes. En est-il question dans la nouvelle position du P.S.O.E. et de l'U.G.T. ? Car, incontestablement, quand on parle d'autres groupes capables d'être opposés à Franco, on fait allusion uniquement aux monarchistes. Il n'en existe pas d'autres. Dans ce cas, nous ne voyons pas la possibilité de concilier cette attitude avec celle de la défense des institutions républicaines.

A l'autre extrémité se trouve, dans un aveuglement obtus, les Républicains, ou pour s'exprimer plus justement, leurs organisations représentatives qui sont la Gauche Républicaine, et l'Union Républicaine. Pour celes-ci, rien n'a changé et quand on lit leurs articles et leurs résolutions, on est amené à se demander s'ils appartiennent à cette planète.

c) La position du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste

La Batalla (1/2) :

2. La crise du gouvernement Giral est, au fond, la crise des institutions et du régime de 1931, crise qui s'est déjà manifestée dans toute son ampleur, le 19 juillet 1936. Le fait que des groupes et des personnalités qui furent, hier, les soutiens du régime, le désertent aujourd'hui pour accepter des formules transitoires — allant jusqu'à celle de la Monarchie — donne la mesure de la gravité de la crise.

3. Deux tendances fondamentales se manifestent dans l'émigration républicaine. Les républicains et les nationalistes basques, catalans et de Galice s'emploient à maintenir la politique suivie jusqu'à présent et à conserver jalousement toutes les institutions républicaines. Certains groupes républicains, les socialistes et les syndicalistes, après de longues hésitations, s'orientent vers une politique qui corresponde à la note tripartite de mars 1946 et à la position de l'Alliance nationale des Forces démocratiques.

4. Cependant, d'une part, Giral et les républicains qui le suivent, parlent d'élargir la base du gouvernement, en permettant l'entrée de ce que l'on appelle les droites antifranquistes. D'autre part, les socialistes et les syndicalistes réclament un gouvernement plus souple et un changement de la politique de Giral, insistant particulièrement sur la nécessité de mettre fin au divorce avec l'Alliance nationale des Forces démocratiques.

5. Le Parti communiste, hier ennemi acharné de la politique de Giral, aujourd'hui son défenseur le plus ardent, demande un gouvernement de coalition na-

tional autour des institutions républicaines. Ainsi donc, la politique actuelle du parti communiste qui a défendu au cours des deux dernières années toutes les combinaisons possibles de compromis avec la réaction se confond provisoirement avec celle de l'immense majorité des républicains.

6. Le P.O.U.M. déplore que des différences profondes aient surgi entre les différentes organisations ouvrières et au sein de chacune d'elles, rendent ainsi difficile une politique ouvrière commune face aux partis républicains. Il estime que l'attitude politique de subordination aux desseins des grandes puissances impérialistes adoptée par d'importants groupes du mouvement ouvrier est funeste pour l'avenir du prolétariat espagnol.

7. Le P.O.U.M. constate que le péril d'une restauration monarchique est plus grand que jamais. Il dénonce la monarchie comme le meilleur instrument de conservation des bases sociales du franquisme. Il invite les travailleurs et les masses populaires à lutter pour fermer la voie à un régime monarchique.

8. Le P.O.U.M. reste ferme et inébranlable sur sa position de lutte pour la République et pour la reconquête des libertés démocratiques. Mais estimant dépassée et close la période qui a débuté en 1931, il défend et défendra, demain, la nécessité d'une Assemblée constituante, qui devra déterminer la nature du régime politique de l'Espagne.

9. Le P.O.U.M. continue de considérer que le problème que nous avons à résoudre n'est pas de remplacer Franco sous l'égide du capitalisme anglo-américain, mais de liquider radicalement le régime franquiste, en commençant par ses instruments politiques et en finissant par ses bases sociales.

10. Le P.O.U.M., considérant que la décomposition du régime franquiste est très avancée, que la crise économique est très grave, que le malaise populaire est général, croit que la lutte de la résistance espagnole unie à une pression internationale peuvent être décisives dans les mois à venir. Il est donc urgent de soutenir par tous les moyens et avec efficacité les combattants de l'intérieur.

11. Le P.O.U.M. estime que c'est uniquement par la lutte ouverte contre la tyrannie franquiste et par l'action solidaire du prolétariat international que l'on pourra obtenir un changement dans l'attitude actuelle des grandes puissances impérialistes, au sujet de Franco. C'est seulement ainsi que nous réussirons à empêcher la colonisation économique et politique de l'Espagne et à garantir l'indépendance de son peuple.

d) M. Augusto Barcia, de la gauche républicaine, renonce à former le gouvernement

La Nouvelle Espagne (8/2) :

A la fin de la soirée de mercredi, M. Barcia a rendu visite au Président de la République pour l'informer de l'impossibilité où il se trouvait de continuer ses démarches, étant donné qu'il n'avait pu obtenir les adhésions nécessaires. A l'issue de sa visite, M. Barcia a communiqué à la presse la note suivante :

« Je viens de décliner la charge que le Président de la République m'avait conférée en vue de former un gouvernement de large concentration groupant tous les partis politiques et les organisations ouvrières, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de l'Espagne, pour mettre au point, en étroite union, le plan qui doit rendre à la patrie sa liberté et sa souveraineté.

Selon la note écrite que m'a remise le Président lorsqu'il voulut bien m'honorer de sa confiance, la mission reposait sur deux principes intangibles : 1° Le

gouvernement devait grouper le plus grand nombre possible de représentants des groupes parlementaires et des tendances de l'opinion politique et sociale et particulièrement de l'intérieur de l'Espagne. 2° Il devait pratiquer sans hésitation un programme visant au renversement du franquisme, à la coexistence pacifique de tous les Espagnols et à la restauration de la République.

En commençant mes démarches en vue d'obtenir les appuis et les collaborations que j'estimais indispensables à la constitution du gouvernement que l'on me chargeait de former, mon souci était le suivant : Les démarches devaient être entreprises en fonction d'un programme de gouvernement que je fis connaître à tous les représentants des forces républicaines et des organisations ouvrières.

Les représentants du parti socialiste et le porte-parole de l'UGT, de Toulouse, sans même examiner le programme que je leur présentais, ni formuler une opinion sur la forme et la manière dont je comptais m'acquitter de la charge reçue du Président de la République, me déclarèrent qu'ils ne pouvaient m'accorder ni leur collaboration, ni leur appui pour la constitution du gouvernement; ils estimaient, qu'étant donné mes opinions connues et répétées à différentes reprises par lesquelles je m'identifiais complètement avec la politique de l'ancien Chef du gouvernement, M. Giral, j'étais « placé dans des conditions désavantageuses pour former le gouvernement qui avait à réaliser la nouvelle politique mentionnée dans la note présidentielle. »

Les représentants de la CNT et du MLN me répondirent dans le même sens...

Je continuai mes démarches, obtenant des offres d'appui et de collaboration de tous les autres groupes consultés jusqu'à ce que dans la soirée d'aujourd'hui, MM. Ferrer et Jaurégui, me remirent, au nom de la Gauche Républicaine de Catalogne et du Parti National Basque, une note conjointe donc voici le texte intégral :

« Les comités exécutifs réunis de la Gauche Républicaine de Catalogne et du Parti nationaliste basque, après avoir étudié l'état actuel de la crise du gouvernement de la République, rappellent qu'ils ont répondu à la consultation présidentielle en encourageant la formation d'un gouvernement de large concentration et de représentation étendue, présidée par une personnalité républicaine, sans préciser son caractère et sans formuler d'exclusive. Dans l'état actuel des démarches entreprises avec un louable dessein par M. Auguste Barcia, ils constatent l'absence de collaboration de forces qui, pour des raisons d'ordre intérieur et extérieur, faisaient partie de l'ancien gouvernement. Considérant que, dans les circonstances présentes, il serait déraisonnable d'accepter une formation de ce genre comme solution à la crise, ils ne peuvent, de ce fait, lui prêter leur concours. »

Cette opinion a été exprimée conjointement à M. Barcia, avec la conviction de sauvegarder ainsi les intérêts de la République.

Paris, le 5 février 1947.

Le sens et la portée de la note qui fermaient la porte à toutes mes démarches étant clairs, je me hâtai de décliner la haute charge dont le Président de la République m'avait honoré afin qu'il adopte la résolution qu'il estimerait la plus opportune.

Je veux exprimer publiquement et solennellement mes remerciements pour les marques de considérations que m'ont prodiguées toutes les personnes que j'ai consultées.

e) La C.N.T. explique son refus

Espana Libre (8/2) :

L'opinion de la C.N.T. est exposée clairement dans les deux notes rendues publiques et que nous insérons dans

ce numéro. Que disent ces notes? Nous en extrayons quatre points essentiels que nous commentons.

1° Le gouvernement doit être formé en s'appuyant sur les représentants qualifiés du mouvement de résistance, c'est-à-dire de l'Alliance Nationale des Forces Démocratiques.

2° Nous n'acceptons pas que les ministres ne représentent qu'eux-mêmes et, pour cette raison, nous entendons qu'ils remplissent tous un mandat collectif émanant des partis et des organisations.

3° Nous sommes opposés à la participation au gouvernement d'éléments scissionnistes à quelque parti ou organisation qu'ils appartiennent.

4° Le gouvernement doit, si possible, être présidé par un membre de la minorité parlementaire la plus nombreuse des Cortès républicaines.

Le premier point étant admis, nous serons en mesure d'expliquer à quoi répondra notre refus de participer à des gouvernements composés de personnes non représentatives, et ce refus n'implique aucune exclusion de personne — comme on pourrait le supposer. Les personnes ne sont pas en cause, ni leur capacité, ni leur respectabilité, ni leur honnêteté. Ce qui compte, c'est que nous gouvernions selon le principe de la représentation parce que nous sommes d'avis que dans les circonstances actuelles, ce ne sont pas les noms qui comptent, mais les groupements d'opinion incarnés juridiquement dans la personne de celui qui remplit le mandat.

Le gouvernement doit se constituer avec des représentants des groupes qui englobent l'Alliance pour la simple raison que la valeur représentative d'un organisme de gouvernement est fonction de la masse dont il exprime l'opinion.

Qu'est-ce qui fait la force d'un gouvernement? Le nombre de ses ministres ou le chiffre des citoyens qu'il représente?...

Nous ne transigerons avec aucun mouvement scissionniste parce qu'en Espagne, il n'y a pas de scission qui justifie la participation gouvernementale de ces groupes ou fractions. Enfin, nous considérons que c'est la minorité parlementaire la plus nombreuse qui doit présider le gouvernement pour démontrer précisément que ce gouvernement tient compte de la nécessité de représenter les groupes d'opinion les plus nombreux...

Les bonnes intentions ne suffisent pas, ni les promesses d'adhésion à la Résistance. Tous les partis ont déclaré au Président de la République leur foi inébranlable dans la survivance des institutions républicaines. Il n'est pas moins certain qu'aucun de ceux qui ont été consultés n'a refusé son appui à la Résistance intérieure. Des consultations du Président, deux faits se dégagent : l'affirmation de la permanence des institutions républicaines et la nécessité d'aider la Résistance intérieure. Qu'entend-t-on par résistance intérieure? Il ne faut pas oublier que dans l'Alliance, on trouve réunis tous les partis et toutes les organisations de gauche qui recherchent les moyens d'abattre Franco. Le parti communiste demeure aussi dans l'Alliance, si nous en croyons nos informations. L'Alliance est-elle un mythe? Si elle ne l'est pas, il nous faut ajuster notre attitude à la sienne.

Hoy (8/2) :

Nous ne voulons pas commettre l'irrévérence de considérer aucun des Espagnols en exil comme indifférent à l'égard de la question espagnole; nous estimons, en effet, que sa solution leur tient à cœur; mais de même qu'il y a des affections qui tuent, de même il y a des attitudes qui, même avec la meilleure volonté du monde, éloignent ou retardent la solution d'un problème dont dépend l'existence d'un peuple qui, mériterait, un meilleur sort.

Jusqu'à présent, et sauf une ou deux exceptions, presque tous les groupes espagnols de l'émigration se sont crus en possession de la baguette magique avec laquelle, en frappant les trois coups de rigueur, ils trouveraient la formule qui donnerait le coup de grâce à Franco et ramènerait en Espagne le progrès, la liberté et la justice dont nous rêvons tous...

Notre préoccupation constante doit être de trouver une formule qui rassemble toutes les bonnes volontés et les oriente vers le but final qui, dans le présent immédiat, est commun à tous les Espagnols qui chérissent leur patrie et la liberté, sans pour cela tolérer d'ingérences qui puissent hypothéquer l'avenir politique. Ceci ne veut pas dire que nous devons rejeter les appuis qu'on nous accorde...

Si nous avons fait entrer en ligne de compte le fait évident que, pour la libération de l'Espagne, l'essentiel est la constitution à l'intérieur de l'A.F.N.D. et son programme, nous serions, probablement, arrivés à un accord, mais, tandis que là-bas, on souffre dans sa propre chair, les griffes du tyran, ici, depuis la Libération, on vit sans inquiétude; dans une atmosphère de large liberté et l'on peut publier des journaux, des livres, des revues, etc.; nous pouvons tenir toutes les réunions et meetings que nous voulons et nous pouvons même intriguer, et discuter le travail que font, à l'intérieur de notre pays, au risque de leur vie, les organismes de la Résistance.

Et comme, de notre côté, nous ne faisons à peu près rien pour précipiter la solution, nous devrions avoir, au moins, la délicatesse de ne pas accroître les difficultés du travail de ceux de l'intérieur en ne créant pas d'obstacles de nature à retarder la solution et en ne maintenant pas des organismes qui se sont affirmés inopérants et donc inutiles.

II. — LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

a) M. Llopis présente son gouvernement

La Nouvelle Espagne (15/2) :

Les démarches de M. (Rodolfo Llopis se sont terminées le dimanche 9 février. Dans la soirée du même jour, M. Llopis a rendu visite au Président de la République et a soumis à son approbation la liste des nouveaux ministres.

En sortant du bureau de M. Martínez Barrio, M. Llopis a fait devant les journalistes les déclarations suivantes :

« J'ai annoncé au Président de la République que je m'étais acquitté de la charge qu'il m'avait confiée de constituer le gouvernement. Je lui ai soumis la liste des ministres, et mon choix a été approuvé.

« Le gouvernement, comme le précédent, est constitué par des représentants du parti socialiste, de la gauche républicaine, de l'Union républicaine, de la gauche catalane, du parti nationaliste basque, du parti communiste, de l'U.G.T. et du C.N.T.

« Ce gouvernement, qui est constitué aujourd'hui, et qui désire se présenter devant les Cortès dans le plus bref délai possible, j'espère pouvoir l'élargir, en temps opportun, en y faisant entrer des représentants des groupes qui poursuivent les mêmes buts que nous. La République a maintenant un gouvernement de l'exil. C'est le second. Maintenant, au travail!

Liste des membres du nouveau gouvernement

Ensuite M. Llopis a donné aux journalistes la liste des membres du nouveau gouvernement :

Présidence du Conseil et (Ministre d'Etat: Rodolfo Llopis (socialiste).

Justice : Manuel de Irujo (nationaliste basque).

Finances : Fernando de Valera (union républicaine).

Gouvernement de Défense nationale : Julio Just (gauche républicaine).

Instruction publique : Miguel Santalo (gauche catalane).

Emigration : Trifon Gomez (U.G.T.).

Economie : Vincent Uribe (communiste).

Information : un membre de la C.N.T. restant à désigner.

Le Cabinet antérieur comprenait 14 ministres et, dans celui-ci en n'en compte que huit.

Il semble que M. Llopis et ses collaborateurs se proposent de commencer immédiatement à agir en accord avec le programme établi qui consiste, sur le plan national, à se rapprocher des forces et des groupes d'opinion de l'intérieur de l'Espagne décidés à en finir avec le régime franquiste et sur le plan international, à agir dans le cadre des Nations Unies.

Ces points fondamentaux de la politique de M. Llopis.

Certains journaux et des agences d'information ont donné des indications sur le programme de M. Llopis. L'agence Phebus a résumé ce programme qui comprend les points suivants :

1° — rapprochement avec les forces qui, à l'intérieur de l'Espagne, luttent pour renverser le régime de Franco.

2° — politique internationale en accord avec l'attitude de l'Organisation des Nations Unies telle qu'elle résulte de l'accord relatif à l'Espagne du mois de décembre 1946.

3° — Le gouvernement de la République doit être l'organisme qui dirigera la consultation par laquelle le pays doit déterminer le régime qu'il veut se donner.

Si, après la chute de Franco, il se formait à l'intérieur de l'Espagne, un autre gouvernement, le gouvernement républicain en exil étudierait la situation et fixerait son attitude.

Les inquiétudes de la Gauche républicaine

M. Llopis, au cours des démarches effectuées auprès de divers partis politiques, a rencontré le plus large esprit de compréhension et la meilleure volonté pour faciliter l'accomplissement de la charge que lui avait confiée le Président de la République.

La gauche républicaine a néanmoins, demandé à M. Llopis des explications précises quant au programme du futur gouvernement, surtout en ce qui concerne l'aide et la collaboration éventuelles des forces antifranquistes non républicaines.

Il est possible que les réserves des dirigeants de la gauche républicaine viennent de l'idée, naturelle chez eux, qu'ils sont les gardiens jaloux des institutions républicaines. Au cours de l'entretien qu'il a eu avec eux, M. Llopis leur a expliqué, avec toute la clarté désirable, ses projets qui se concilient parfaitement avec les scrupules des républicains et avec la nécessité pour le gouvernement de la République d'agir sur le plan des réalités et d'avoir en vue la solution la plus rapide et la plus favorable du problème espagnol.

Les membres de la Commission exécutive de la gauche républicaine, les députés et les représentants du Conseil National d'Espagne se sont réunis, à diver-

sés reprises, le vendredi et le samedi pour examiner la situation telle qu'elle se présentait après les éclaircissements de M. Llopis.

A la fin de l'après-midi du samedi, après une entrevue avec les membres du Comité exécutif du parti socialiste et de l'U.G.T., M. Llopis eut une nouvelle conversation avec les membres de la gauche républicaine au cours de laquelle les idées furent éclaircies et les positions parfaitement définies.

b) Caractère du gouvernement Llopis

El Socialista (21/2) :

... L'équipe Llopis est composée de mandataires authentiques des forces organisées et agissant à l'intérieur de l'Espagne. Dans ce gouvernement, ne figure pas un seul membre dont on puisse dire qu'il ne représente que lui-même. Franco peut bien décréter la mise hors de sa loi injuste des partis politiques et des organisations syndicales qui participent au ministère Llopis. Ces forces n'en existent pas moins et les risques qu'entraîne leur action sont un témoignage de la qualité morale des gens qui les composent et de l'énergie héroïque de ceux qui dirigent leurs activités.

... La principale préoccupation de M. Llopis, durant toutes ses démarches, a été de ne pas oublier un seul moment ces deux volontés : la volonté des forces politiques de l'intérieur de l'Espagne opposées au régime actuel et la volonté des Nations-Unies de résoudre tous les différends de la manière la plus pacifique possible.

Le désir des Espagnols est le même que le désir des Nations-Unies. L'esprit de la note tripartite du 4 mars 1946 et le second point du préambule de la déclaration de l'Assemblée générale de l'O.N.U. du mois de décembre sont identiques à l'esprit qui inspire le manifeste du mois de juillet de l'Alliance nationale des Forces démocratiques. Le programme soumis par M. Llopis aux partis et accepté par eux, l'expression de son désir d'élargir le Cabinet de l'exil par des représentants des groupes d'opinion qui s'accordent avec les groupes républicains dans la décision de renverser le général Franco, sont une garantie pour tous les Espagnols d'Espagne et exilés d'Espagne et pour les puissances étrangères soucieuses d'éviter que la question espagnole ne dépasse les limites nationales et ne devienne un motif de discorde internationale. Les garanties que le programme Llopis offrent ont été appréciées dans toute leur valeur comme le démontre l'approbation par les envoyés secrets de l'Alliance démocratique, l'accueil fait par la presse internationale au ministère Llopis et l'inquiétude des milieux franquistes qui s'est traduite par un regain de la répression contre les mouvements de résistance de l'intérieur du pays.

... Par conséquent, la crise et la solution qu'on lui a donnée ouvrent des perspectives auxquelles seuls pourront faire obstacle l'incompréhension et l'égoïsme de certains groupes espagnols et l'attitude passive de l'étranger qui serait maintenant moins explicable que jamais. Ceci serait un grand malheur pour tous. Ce serait le triomphe définitif de Franco. En effet, le problème de l'Espagne qui assombrit la vie de la génération espagnole actuelle, n'est pas exclusivement local, mais est un motif continu de friction entre les puissances qui, néanmoins, donnent chaque jour les preuves les plus grandes de leur désir de paix et d'équilibre mondial.

c) Le Parti Communiste explique sa participation au gouvernement Llopis

Mundo Obrero (13/2), par Dolorès Ibarruri) :

La crise provoquée par la démission de plusieurs ministres du gouvernement Giral, crise qui, étant donné la

position politique de personnalités marquantes du parti socialiste, faisait prévoir de graves ébranlements pour la cause républicaine, a été résolue favorablement, malgré les prévisions et les désirs de ceux qui essayent de liquider les institutions de la République...

Sur quelles bases a été formé ce gouvernement ? Sur la base d'un programme de lutte contre Franco et de défense des institutions républicaines.

Au cours des entrevues qu'à la demande de Llopis les représentants du parti communiste eurent avec ce dernier pour discuter de la collaboration des communistes au gouvernement, on a pu constater des analogies fondamentales entre le programme présenté par M. Llopis et la politique que défend le parti communiste d'Espagne.

Durant tout le cours de la crise, l'attitude des communistes a été invariablement inspirée par la nécessité de défendre les institutions républicaines, et caractérisée par l'affirmation répétée de notre opinion sur la nécessité de former un gouvernement de large concentration nationale, auquel participeraient, en particulier, des représentants de toutes les forces et partis républicains et ouvriers.

Nous considérons, en outre, qu'il n'est pas opportun, quand on admet la possibilité de la participation au gouvernement d'hommes représentant « de fractions d'opinion qui sont en accord avec les nôtres sur les fins que nous nous sommes assignées », selon la déclaration de l'actuel président du gouvernement, de laisser en dehors de celui-ci les partis et les forces nettement antifascistes.

Nous nous sommes prononcés dans ce sens devant le président de la République, comme auparavant quand nous étions aux côtés de M. Giral.

D'une manière ferme et conséquente, nous communistes, venons défendre une politique d'unité. Unité des forces ouvrières, unité de celles-ci avec les forces républicaines *unité des forces ouvrières et républicaines avec tous les groupes antifranquistes disposés à lutter pour rétablir en Espagne la légalité constitutionnelle existant en 1936*, celle-ci devant permettre une consultation populaire, démocratique, au cours de laquelle le peuple pourra librement exprimer sa volonté...

Mais il est tout à fait faux de prétendre que nous pouvons faciliter la libération de notre peuple en nous présentant humblement devant les monarchistes ou devant les agents franquistes pour recevoir des ordres, après avoir renoncé, au préalable, à la République pour laquelle notre peuple s'est prononcé avec des cris pleins du sang qu'il a versé dans une lutte longue, héroïque et inégale, qui a soulevé l'admiration du monde.

Ce sentiment de force et de puissance que les masses travailleuses des champs et des villes ont acquis par leur participation à la lutte au cours de ces années historiques vit latent dans la conscience de millions d'hommes et de femmes dans l'Espagne enchaînée par le franquisme...

C'est en s'appuyant sur ces forces, c'est en les estimant à leur juste valeur, que les représentants de la République doivent engager des conversations avec « les antifranquistes éventuels » (qui veulent contribuer à la destruction du franquisme parce qu'ils considèrent que c'est maintenant leur intérêt), pour arriver aux accords ou aux ententes que les intérêts de notre peuple et les nécessités de la lutte imposent...

Ils se trompent ceux qui croient que les communistes spéculent sur les divisions intérieures qui existent malheureusement dans le camp républicain.

Nous déplorons ces divisions parce qu'elles ne favorisent que nos ennemis les plus acharnés, les ennemis de la liberté et de la démocratie.

Mais quand il s'agit d'accélérer la lutte contre le

franquisme nous sommes et serons toujours disposés à marcher avec les socialistes et avec toutes les forces républicaines, en nous efforçant de maintenir avec elles les relations qui conviennent à des compagnons de lutte qui ont à livrer, ensemble, la bataille contre le franquisme oppresseur de notre peuple.

Mundo Obrero (13/2) :

... Quand on nous demande notre collaboration et quand on met au point un compromis pour appliquer un programme de retablisement de la République et de libération du peuple espagnol, nous répondons toujours par l'affirmative. Notre collaboration est acquise pourvu qu'il existe un accord sur le plan politique.

Avec netteté et esprit de suite, nous avons lutté pour la défense des institutions de la République et nous nous sommes opposés aux manœuvres de capitulation. Comme résultats positifs, nous enregistrons l'unanimité réalisée dans les milieux républicains et ouvriers en faveur du maintien de ces institutions, car il ne manque pas de gens qui, à l'ouverture de la crise, pensaient que les institutions républicaines avaient reçu le coup de grâce.

Dans la lutte contre la capitulation, on a assisté à la ruine des espérances que certaines gens avaient entretenues. Ces gens pensaient que l'absence d'accord entre les forces républicaines en général et la tension entre les socialistes et les communistes en particulier pourraient ouvrir la brèche par laquelle pourraient faire des progrès rapides, es manœuvres de ceux qui mettent tant d'acharnement à liquider la République pour, qu'après le départ de Franco, il n'y ait pas d'autre solution que l'entente avec les monarchistes réactionnaires et la restauration de la monarchie en Espagne.

Il est important et significatif que le gouvernement qui s'est constitué ait une physionomie politique semblable à celle du précédent, malgré la pression de certains milieux réactionnaires internationaux qui ne voient pas d'un bon œil la consolidation de l'unité républicaine. Pratiquement, les ennemis de notre peuple et de la République, sur le plan international, ont subi une déconvenue politique puisque leurs plans ont été mis en échec.

Et quand nous constatons ces expériences, sans satisfaction morose, sans nous endormir dans les bras d'illusions périlleuses susceptibles d'atténuer la vigilance révolutionnaire qui doit s'exercer à l'égard des ennemis, nous pouvons certifier que les points fondamentaux de notre ligne de conduite, non seulement ont été reconnus comme justes et vérifiés par les faits, mais, qu'en outre, ils sont défendus par de larges groupes de républicains et d'ouvriers espagnols.

La conclusion à tirer de cette crise, c'est que le parti communiste est un des plus solides appuis de la République.

d) Le P.O.U.M. critique le nouveau gouvernement

La Batalla (15/2) :

... L'expérience Giral liquidée, la tentative Barcia ayant échoué, l'illusion partagée par quelques-uns d'arriver à former un gouvernement exclusivement républicain disparue, il restait comme unique solution de recourir à une personnalité de la tendance qui avait provoqué la crise.

En procédant par élimination et en écartant les plus gros obstacles, on est arrivé à la formule que craignaient ses propres partisans. On a formé un gouvernement qui accorde moins d'importance à la légalité de 31 et à l'intransigeance républicaine qu'à l'entente virtuelle avec les groupes réactionnaires qui, pour des raisons très distinctes de celles qui motivent notre lutte, désirent se débarrasser de Franco.

Le gouvernement Llopiès, par un de ces paradoxes que l'on rencontre seulement dans les jeux de la politique, a adopté un programme fondamentalement différent de celui que défendait le gouvernement Giral; néanmoins, il réunit les représentants des mêmes organisations qui firent partie du cabinet précédent.

A première vue, on dirait que Rodolfe Llopiès a obtenu un premier succès. En réalité, il n'en est rien. La faiblesse la plus grande du nouveau gouvernement réside précisément dans sa structure politique. La présence des deux tendances divergentes, loin de le fortifier, l'affaiblit et ce n'est pas de bon augure pour la politique qu'il prétend réaliser.

En substance, on peut dire que la crise n'a pas été résolue. La crise du régime de 1931 et de ses institutions continue, plus prononcée que jamais. Elle continue parce que son programme ne satisfait pas les diverses organisations et les très nombreux militants de toutes les forces politiques et syndicales représentées dans le gouvernement.

Les protagonistes de la nouvelle formation gouvernementale trouvent une consolation à leur inquiétude et à leurs incertitudes en disant qu'il est l'interprète fidèle des désirs du pays et des préoccupations des organismes internationaux.

Ces affirmations ne sont pas excessivement optimistes et sont, de plus très hardies. Sans entrer complètement dans le fond du problème, nous observons qu'en Espagne, ils sont nombreux les combattants antifranquistes qui n'ont pas foi dans des formules de compromis et qui pensent que c'est seulement par la voie de la résistance et de l'action que l'on peut conjurer les périls qui nous entourent et accélérer le renversement du régime franquiste.

Sur le terrain international, il y a lieu de faire une distinction importante. D'un côté, il y a l'O.N.U. et les trois grandes puissances impérialistes principales, responsables de la prolongation du martyre de l'Espagne. De l'autre, la classe ouvrière et les masses populaires du monde qui sont, en dépit de tout, celles qui, grâce à leur pression et à leur vigilance n'ont pas permis que la question espagnole fût définitivement laissée de côté.

Dans la boussole du gouvernement Llopiès, le Nord se confond avec l'O.N.U., c'est-à-dire avec les « Trois Grands », nous savons déjà ce qu'ils veulent : Non pas un gouvernement républicain, mais un gouvernement de « patriotes et de libéraux, non pas la république de 1931 mais un régime réactionnaire qui garantisse leurs intérêts en Espagne.

La grande presse bourgeoise s'est félicitée de la constitution du nouveau gouvernement dans la mesure où elle croyait voir en lui une concession aux prétentions de l'impérialisme anglo-américain, un pas vers le gouvernement que l'O.N.U. réclame pour remplacer pacifiquement Franco. Nous ne devons pas oublier cela.

Au-dessus de tout cela, ce qui caractérise le mieux le gouvernement, c'est son appel à ces groupes qui, avec un tact exquis, ne veulent pas se présenter sous leur véritable nom. Ce sont les franquistes d'hier, ceux qui se camouflent sous l'insigne de la monarchie, ceux qui dans leurs feuilles semi-clandestines se réclament de l'esprit du 10 août 1932 et du 19 juillet 1936.

La force réelle de ces éléments, leurs véritables intentions, on les ignore. Depuis plus d'un an, ils flirtent avec les organisations de l'Alliance des Forces Démocratiques sans jamais se compromettre et montrent ces derniers temps une plus grande intransigeance et une certaine insolence, donnant l'impression de fouler un terrain plus ferme que leurs trivaux dans le jeu périlleux des négociations.

Quant à nous, nous assisterons vigilants, au déroulement de la nouvelle expérience en contribuant dans la mesure de nos forces à rendre vaines toutes les

manœuvres de la réaction espagnole et des grandes puissances impérialistes, en luttant avec intransigeance contre le franquisme, pour les libertés démocratiques et pour la République.

La Batalla (15/2) :

Martínez Barrio et les Républicains

Dans les milieux de l'émigration, on commente beaucoup l'attitude de Martínez Barrio au cours de la crise.

Martínez Barrio passait pour être un intransigeant de la « légalité de 1931 ». Néanmoins, il faut reconnaître que les instructions qu'il donna à MM. Giral et Barcia ne furent pas très intransigeantes.

Apparemment, ceux que l'on appelle les républicains historiques ne pardonnent pas à Martínez Barrio son changement de front. Et ils l'accusent d'avoir ouvert les portes à une politique qui met fin à tout espoir de restauration républicaine.

L'expérience Llopis

On affirme que Llopis, en sa qualité de chef du gouvernement, a réclamé les pleins pouvoirs pour mener sa politique et qu'il envisage l'entrée dans le cabinet de deux éléments monarchistes. La surprise a été grande dans les cercles dirigeants des partis consultés. Mais, après avoir délibéré, tous les partis décidèrent de prêter leur collaboration. Même les communistes !

Les républicains historiques ne sont pas contents, malgré ce qu'ils déclarent. Quelques-uns d'entre eux sont décidés à supporter l'expérience Llopis. Jusqu'à la fin ? Ce serait beaucoup dire. Et, en outre, qui est capable de dire où va nous conduire l'expérience Llopis ?

Le phénomène le plus surprenant de la crise

Le phénomène le plus surprenant de la crise a été l'attitude des communistes.

En raisonnant d'une façon logique, il fallait arriver à la conclusion que les communistes ne formeraient pas des parties d'un gouvernement dirigé et inspiré par ceux qu'ils appellent « capitulaires ».

Mais, quand il s'agit des communistes, ce qui compte ce n'est pas la logique, mais la « raison du Parti » qui est au fond « une raison d'Etat », comme dirait Araquistain. Inutile de dire que cet état n'est pas espagnol.

Pur les staliniens, l'essentiel était de figurer dans le gouvernement, dans celui de Giral comme dans celui de Llopis. Dans celui des intransigeants comme celui des défaitistes. Le tout est de ne pas se voir reléguer à l'arrière-plan et de ne pas rester en marge des organismes gouvernementaux.

Le P.O.U.M. n'a pas été consulté

Non, camarades, le P.O.U.M. n'a pas été consulté, ni par Martínez Barrio, ni par Barcia, ni par Llopis. Cela était à prévoir et ce n'est pas nous qui le déplorerons.

Nous savons que les militants des grandes organisations ouvrières se sont étonnés de cela. Quelques-uns ont fait remarquer que par notre force et notre lutte dans l'intérieur de l'Espagne, nous méritions une plus grande considération.

Les compagnons qui considèrent les choses ainsi les considèrent mal et avec la meilleure foi du monde.

Il faut se placer devant la réalité. Le P.O.U.M. a une politique définie et une personnalité bien connue. Les consultations, les conversations et les marchandages des

crises ne les auraient ni altérées, ni déformées. Le P.O.U.M. ne se serait pas prêté à certains jeux.

Et, en fin de compte, qui ne sait que traiter avec le P.O.U.M. c'est traiter avec le parti le plus avancé de la classe ouvrière ?

III. — MADRID DEVANT LA CRISE DU GOUVERNEMENT REPUBLICAIN

Madrid et les monarchistes

1. — La chasse du duc de Medinaceli.

Adelante (12/1) :

Barcelone, février 1947. Chronique du correspondant clandestin de l'agence Febus.

La lutte entre les monarchistes et les phalangistes présente des aspects bien différents de ceux qu'offre l'éternelle et intermittente bataille entre les forces républicaines et les forces de répression franquistes.

Il n'est pas inutile de mentionner certains épisodes qui se sont déroulés ces derniers temps. Jusqu'à une époque toute récente, certains faits du genre de ceux que la presse franquiste appelle « interventions étrangères » dans la vie intérieure de l'Espagne, tels que la fermeture de la frontière française, les délibérations du Conseil de Sécurité sur l'affaire espagnole, avaient incité certains monarchistes à se grouper avec les phalangistes en un mouvement que les uns et les autres dénomment « la défense de la souveraineté espagnole ». L'accord adopté en décembre dernier par l'Assemblée générale de l'O.N.U., a eu, néanmoins, des répercussions insolites. Quand l'ambassadeur britannique à Madrid annonça au ministre des Affaires étrangères, M. Martín Artajo que son gouvernement le rappelait en vertu de la résolution votée à Lake Success, les monarchistes, loin de se solidariser une fois de plus, avec les partisans du régime franquiste, manifestèrent une sympathie croissante pour Sir Victor Mallet. L'invitation ostentatoire qu'il reçut du duc d'Albe, fut la marque d'une « désolidarisation monarchique » avec l'Espagne nationale et cela constitua un précédent désagréable pour le Caudillo. Le régime franquiste encaissa le coup, mais l'accusa le 9 janvier, en décrétant l'éloignement du général Aranda, au moment où le défenseur d'Oviedo fut nommé au procès des fondateurs de l'Alliance nationale des Forces démocratiques, au moment de la cérémonie, à Lisbonne, de la première communion du fils aîné de Don Juan, le Prétendant adressa une lettre à ses amis qui s'étaient déplacés en grand nombre vers la capitale portugaise pour assister à la cérémonie religieuse. Le texte du discours de l'éventuel monarque a circulé clandestinement par toute l'Espagne et la police s'est opposée à sa diffusion avec un zèle furieux.

Au milieu de cette atmosphère tendue, le général Franco convoqua M. Larráz — hier son ministre et aujourd'hui ennemi décidé du régime — qui partit, immédiatement, pour Lisbonne. Le voyage de M. Larráz fut considéré par les phalangistes comme la tentative d'une nouvelle prise de contact entre le Pardo et Estoril. La rumeur s'est trouvée renforcée à la suite du passage à Barcelone de l'infant Don Jaime qui fut l'objet des manifestations courtoises des autorités locales.

Mais les monarchistes n'arrivent pas à se mettre d'accord. En voici une preuve. A la fin de janvier, les partisans de l'entente avec le Caudillo organisèrent une partie de chasse dans la propriété que le duc de Medinaceli possède dans les montagnes qui entourent

Tolède, Franco — qui n'est pas un amateur de chasse — y participa, accompagné de ses ministres Martin Artajo, Fernandez Cuesta et Suances, ainsi que de son frère don Nicolas, ambassadeur au Portugal. De cette trêve entre phalangistes et monarchistes, doit résulter d'une réorganisation du gouvernement. Le Caudillo renoncerait à la présidence du Conseil des ministres et conserverait seulement le titre et les fonctions de chef de l'Etat. Pendant ce temps, d'autres amis de Don Juan continuent de préciser un rapprochement avec l'A. N.F.D. Dans la démission du cabinet Giral, les partisans de ce rapprochement croient voir un symptôme favorable à leur point de vue. Mais les partisans de l'autre solution espèrent que, si Franco n'est pas trop récalcitrant, on aboutira au résultat suivant : Après quelque temps du fonctionnement d'un cabinet présidé par Martin Artajo, Estaban Bilbao ou quelque autre personnalité non phalangiste.

Franco renoncerait à diriger l'Espagne et passerait le pouvoir à Don Juan. Ainsi, sans grandes convulsions et sans l'agitation que produirait dans le pays une consultation électorale ou plébiscitaire, la monarchie pourrait — pensent-ils — être restaurée. En ce cas, elle ne revêtirait pas le caractère libéral que s'engagent à vouloir lui donner — au grand déplaisir de ceux qui se trouvaient réunis dans la maison de Medicanelli — le Prétendant lui-même et quelques-uns de ses conseillers les plus proches des milieux anglais.

Pour essayer de guérir le fils d'Alphonse XIII de ses tendances vers la gauche, on a essayé de rassembler la famille royale à Lisbonne et il semble que l'on ait adopté des décisions au cours de la partie de chasse des Monts Oretanos, décisions qui dépendent de la réaction du Prétendant devant les pressions qu'on a sûrement commencées à exercer sur lui.

2. — Une Junte de Régence ?

La Nouvelle Espagne (15/2) :

Selon l'Agence Febus, des nouvelles parvenues de Londres indiquent que, devant les perspectives de solution de la crise du gouvernement républicain en exil, il règne dans les milieux militaires espagnols une grande activité pour arriver à un changement de situation politique qui aboutirait à la proclamation de la monarchie. Des nouvelles dignes de foi font état de conversations entre les représentants de M. Gil Robles et les militaires au cours desquelles il a été question de la forme du gouvernement qu'il conviendrait de substituer à celui du général Franco. La réorganisation du gouvernement de Madrid est imminente, le général Franco renoncerait à la présidence du Conseil, et demeurerait, mais seulement pour un temps limité, chef de l'Etat. Ensuite se constituerait une Junte, que les militaires voudraient appeler Junte de Régence, Mais non pas ceux de Lisbonne. Entre M. Gil Robles

et les militaires il existe la différence suivante : Tandis que le premier voudrait organiser un plébiscite par lequel le peuple ferait connaître s'il désire un régime monarchique ou républicain, les généraux disposés à agir contre Franco désirent proclamer la monarchie immédiatement après l'abandon du pouvoir par le Caudillo.

Des nouvelles de Paris, provenant de sources absolument dignes de foi, font mention des mêmes activités et on ajoute que, dans les milieux franquistes et de l'armée, on a suivi la crise du gouvernement républicain avec le plus grand intérêt.

Au ministère des Affaires étrangères franquistes et dans les services d'information de l'armée, les télégrammes de presse et d'autres de caractère confidentiel, rendant compte des démarches de M. Llopis, sont lus aussitôt avec la plus grande inquiétude.

3. — Demetrio Carceller ?

La Nouvelle Espagne (15/2) :

Le retour inopiné, à Madrid, de M. Demetrio Carceller, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce et un des hommes d'affaires les plus marquants de l'Espagne, a provoqué dans la capitale une avalanche de conjectures sur de prétendus événements politiques. M. Carceller aurait dû s'embarquer, le mardi précédent, pour l'Argentine mais, au dernier moment il rentra brusquement à Madrid.

Les milieux bien informés estiment que M. Carceller a été rappelé par le général Franco. Diverses suppositions circulent pour expliquer ce retour. Voici celles qui sont les plus généralement répandues :

1°) Franco a proposé à M. Carceller un portefeuille de ministre.

2°) Franco va charger M. Carceller d'une mission spéciale auprès du Président Peron.

3°) Franco veut envoyer M. Carceller à Lisbonne pour qu'il ait une entrevue, en son nom, avec le prétendant Don Juan.

Dans les mêmes milieux, on affirme que Franco a décidé de créer un Ministère de l'Economie pour conjurer la grave situation économique du pays et M. Carceller est la personne la plus qualifiée pour occuper le nouveau poste. On ajoute que M. Carceller ne se décidera pas à agir comme dictateur économique si le général Franco ne se soumet pas à ses conditions, dont la principale consisterait à placer à la tête des ministères des Finances, de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture, des hommes avec lesquels le nouveau ministre supposé puisse s'entendre.

Prix : 22 francs.